

# La Tribune

95e année, no 213

LEADER DE L'INFORMATION REGIONALE

www.cyberpresse.ca



## C. difficile

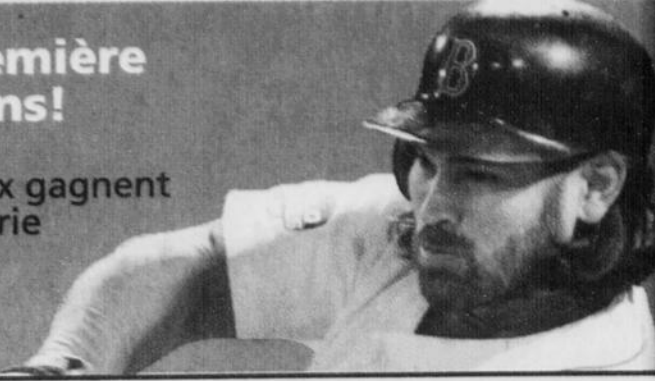
Le CHUS a réduit de moitié l'utilisation des antibiotiques

page A7

## Une première en 86 ans!

Les Red Sox gagnent enfin la Série mondiale

page C1



## Simple Plan



À la conquête du continent

page D1

# «Ma mère agissait comme si j'étais sa pire ennemie»

La fugueuse Julie Bureau lève le voile sur un lourd conflit familial



David Bombardier

david.bombardier@latribune.qc.ca  
NANTES

Oubliez les hypothèses de peine d'amour ou de mauvais traitements subis dans sa jeunesse: si Julie Bureau a fugué pendant trois ans sans jamais donner de nouvelles, c'est en grande partie parce qu'elle ne se sentait pas aimée par sa mère. Que ses parents l'envoient dans un collège privé de Coaticook a été, pour elle, la goutte qui a fait déborder le vase. «Ma mère a tout le temps agi comme si j'étais sa pire ennemie. Tout ce qu'elle pouvait faire pour me détruire, elle le faisait», a soutenu hier Julie, 17 ans, dans une entrevue à *La Tribune* visant à promouvoir la sortie de son livre, *La vraie Julie Bureau*.

L'air sévère, le ton ferme, toute de noir vêtue, Julie Bureau a accusé sa mère d'avoir volontairement nui à l'enquête policière afin qu'on ne puisse pas la retracer. «J'en suis sûre, ma mère ne voulait pas qu'on me retrouve, affirme Julie. Elle ne devait pas être contente quand on m'a retrouvée. (...) Si je n'étais pas revenue, elle aurait été bien contente et je suis sûre que ça aurait fait son affaire.» À la question «est-ce que ta mère t'aime?», Julie répond: «Ça m'étonnerait.»

Vue pour la dernière fois à Coaticook en septembre 2001, Julie Bureau a passé trois semaines d'enfer à Montréal avant d'être recueillie par Jean-Paul Bernard, un bon Samaritain de Beauceville, en Beauce. Cet homme âgé de 38 ans dit ne s'être jamais douté que Julie avait 14 ans à l'époque.

Pendant trois ans, les parents de Julie, Francine Poulin et Michel Bureau, ont mené d'incessantes recherches pour retrouver leur fille. Des dizaines de bénévoles ont notamment été mobilisés pour fouiller sans succès les rives de la rivière Coaticook. La jeune fugueuse a finalement été localisée par hasard en juillet dernier. Depuis, elle a revu ses parents trois fois et est retournée vivre chez son bon Samaritain, avec qui elle n'entretiendrait qu'une relation fraternelle.

### Victime d'«agression psychologique»

Tout au long de l'entrevue d'hier, qui a duré plus d'une heure, Julie a conservé le même visage glacial. Une seule fois, elle a montré la fragilité d'une adolescente de 17 ans: quand on lui a demandé si elle se servait de son livre pour régler des comptes avec sa mère. «J'étais plus capable! a-t-elle alors éclaté en fondant en larmes. Ce n'est pas un règlement de comptes; j'en avais besoin.»

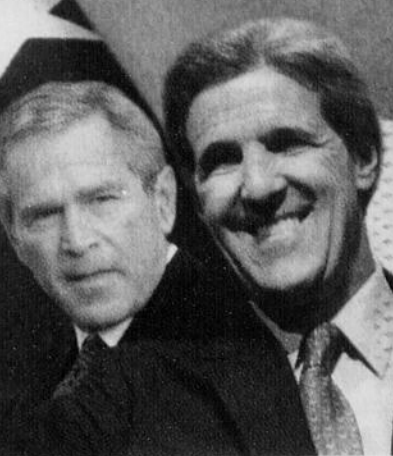
Dans le livre qui sera lancé dimanche à Lac-Mégantic, l'auteur André Mathieu n'y va pas par quatre chemins. Il analyse la fugue de Julie en expliquant que l'adolescente voulait «se libérer de l'emprise tatillonne de sa mère», qui faisait de «l'agression psychologique».

Dans son bouquin de 420 pages, endossé à 100 pour cent par Voir **Ma mère agissait** en page A3



Julie Bureau, retrouvée le 17 juillet dernier après une fugue qui a duré presque trois ans, a souri à notre photographe, hier, à la fin d'une entrevue avec *La Tribune* durant laquelle, l'air sévère et le ton ferme, elle a exposé le profond conflit qui l'opposait à sa mère.

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE 2004



## Guerre de tranchées au New Hampshire



Denis Dufresne

denis.dufresne@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Si, à première vue, la course électorale semble se dérouler de façon plutôt pépère dans le New Hampshire, à l'image d'une promenade sur l'impeccable autoroute 93 qui traverse cet État, il n'est rien.

À moins d'une semaine du vote, les organisations démocrates et républicaines se livrent à une véritable guerre de tranchée dans ce «swing state» où l'issue du scrutin semble aussi facile à prédire qu'un coup de dés.

Le New Hampshire, tout comme une douzaine d'autres États, dont l'Ohio, la Pennsylvanie et la Floride, fait en effet partie de ces États où les électeurs semblent s'amuser à faire osciller la balance entre John Kerry et George W. Bush, dans les sondages, d'où l'intérêt des candidats à la présidence.

Le président sortant s'est rendu à trois ou quatre reprises dans le New Hampshire, mais John Kerry ne s'y est pointé qu'une seule fois, lundi dernier.

«C'est définitivement une élection très serrée au New Hampshire, surtout qu'ici les gens prennent la politique très au sérieux», concède Rob Varsalone, du Comité national républicain à Concord, la capitale.

«Nous avons une solide organisation sur le terrain et la législature de l'État est déjà fortement représentée par les Républicains», ajoute-t-il, au milieu d'un bataillon de bénévoles qui multiplient les appels téléphoniques pour convaincre les électeurs d'appuyer le tandem Bush/Cheney.

«Je pense que le président est une personne authentique et sincère. Lorsqu'il dit quelque chose il le pense, contrairement à Kerry!», lance M. Varsalone.

### Bush de justesse en 2000

Les résultats des élections de 2000 parlent d'eux-mêmes au New Hampshire: George W. Bush avait défait de justesse son rival Al Gore et, cette année, John Kerry semble très légèrement en avance.

«Les électeurs ont appuyé Clinton

Voir **Une guerre** en page A4

## Le palmarès des écoles secondaires de L'Actualité

# Les écoles secondaires privées dominant toujours en Estrie



André Laroche

andre.laroche@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Personne ne s'en surprendra: les établissements privés dominant encore le palmarès estrien des éco-

les secondaires, publié par le magazine *L'Actualité*.

Les trois premières positions ne changent à peu près pas. Si le Collège Mont-Notre-Dame était ex aequo avec le Collège Sacré-Coeur en première position l'an dernier, il partage cette année le second rang avec le Séminaire de Sherbrooke et le Collège Notre-Dame-des-Servites.

À l'échelle provinciale, le CSC grimpe au 34e rang alors que les trois suivantes

se trouvent sur la 39e marche.

Pour leur part, le Séminaire Salésien fait un bond de la 70e à la 45e place québécoise et l'École secondaire de Bromptonville accuse un recul du 88e au 108e rang. Le collège Rivier de Coaticook se classe au 113e rang.

Ces résultats, compilés par l'Institut économique de Montréal et The Fraser Institute, sont calculés à partir des

examens du ministère de l'Éducation de juin 2003.

Sur cette base, certaines écoles secondaires publiques de Sherbrooke font des progrès comme Mitchell-Montcalm (162e) et du Phare (251e). Le Triolet fait sensiblement du surplace à la 224e place. Cependant, La Montée recule très loin au 413e rang.

Voir **Les écoles privées** en page A7

**Météo**

Variable Max.: 8 Min.: -2  
Lever du soleil: 7h21 Coucher: 17h39

**Index**

Ann. class. .... C6	Le monde ..... B2
Arts ..... D6	Loterie ..... A4
Décès ..... C8	Météo ..... C6
Éphémérides.. C7	Mots croisés .. C7
Genre ..... D1	Opinions..... A8
Horoscope .... C7	Sports ..... C1

## Yasser Arafat est gravement malade

La santé du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, qui souffre d'un accès grippal depuis deux semaines, s'est gravement détériorée, hier. Une équipe médicale jordanienne s'est rendue d'urgence à son chevet à Ramallah. Selon une source palestinienne, un exécutif de trois membres a été formé dans l'attente d'un rétablissement du président âgé de 75 ans. LES DÉTAILS EN PAGE B2.

La plus économique de sa catégorie : 5,7 litres/100 km - 50 milles/gallon

**RABAIS INCROYABLES SUR NOS DERNIERS MODÈLES 2004 !**

**2,8% à l'achat jusqu'à 60 mois**

**HONDA**  
Sherbrooke Honda  
2615, rue King Ouest 566-5322  
www.sherbrookehonda.com  
\*Tous les détails sur place

**MIKES**  
RESTAURANT


**SOIRÉES COMBO**  
À PARTIR DE **5,99 \$**  
DÈS 16 H.  
Du lundi au jeudi inclusivement

SPAGHETTI CÉSAR  
PIZZA CÉSAR  
PIZZAGHETTI

MIKES de Sherbrooke  
735, rue King Est, 565-3030  
1705, rue King Ouest, 564-1090

**Mon clin d'oeil**  
Stéphane Laporte

«Des explosifs ont disparu en Irak. Où pensez-vous qu'ils sont?»  
- un agent de la SQ tremblant de peur à Kanesatake



**À LIRE DEMAIN**



La Maison du cinéma dévoile un projet d'envergure

**La Tribune**  
Division de Les Journaux Trans-Canada (1996) inc.  
Édité et imprimé au  
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8  
www.cyberpresse.ca

<b>PRÉSIDENTE ET ÉDITRICE</b> Louise Boisvert	<b>VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION</b> René Morin
<b>RÉDACTION</b> (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	<b>PUBLICITÉ</b> (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
<b>RÉDACTEUR EN CHEF</b> Maurice Cloutier	<b>DIRECTRICE</b> Suzanne-Marie Landry <b>ADJOINTS</b> Alain LeClerc Christian Malo
<b>DIRECTEUR DE L'INFORMATION</b> André Larocque	<b>ANNONCES CLASSÉES</b> (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482 Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30
<b>ADJOINTE AU DIRECTEUR</b> Jacynthe Nadeau	<b>ABONNEMENT ET TIRAGE</b> (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955
<b>PRODUCTION ET INFORMATIQUE</b> <b>DIRECTEUR</b> René Béliveau <b>ADJOINTS</b> André Roberge Steve Rancourt Stéphane Garant	<b>DIRECTEUR</b> André Custeau <b>ADJOINT</b> Serge Nadeau

Julie Bureau se raconte dans un livre

## «Il faut accepter que nos enfants soient différents de nous»

La communication demeure primordiale pour prévenir les fugues, estime une spécialiste



**David Bombardier**  
david.bombardier@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Même si elle est exceptionnelle, la fugue de Julie Bureau est «un bel exemple de communication parents-enfant» qui n'a pas fonctionné, estime Diane Martel, conseillère clinique au Centre jeunesse de l'Estrie et spécialiste des adolescents fugueurs.

En 26 ans de métier, jamais Mme Martel n'a vu un adolescent disparaître pendant une aussi longue période - trois ans - sans jamais donner de nouvelles. «Un ado était bien parti pendant deux ans, mais il avait donné signe de vie à ses parents, pour les rassurer», raconte la conseillère clinique.

Un cas comme celui de Julie Bureau «n'arrivera pas dans tous les foyers québécois demain matin», ajoute Mme Martel, qui tient ainsi à rassurer les parents.

Selon la spécialiste, c'est le manque de communication entre Julie et ses parents (principalement sa mère) qui a mené à la fugue de l'adolescente. «Ils ont des perceptions complètement différentes et ne se rejoignent pas. (...) Chacun fait pour le mieux et il ne faut surtout pas blâmer quelqu'un, mais dans ce cas-ci, [Julie et sa mère] n'arrivaient pas à se rejoindre et à communiquer.»

Que doivent alors faire les parents qui craignent que leur ado suive les traces de Julie Bureau? Communiquer, être à l'écoute de leur enfant et savoir reconnaître les signes avant-coureurs, répond Mme Martel.

«La première chose à faire, c'est de demander à son ado: "Trouves-tu difficile de me parler, à moi, comme parent?" Quand l'ado parle, il faut aussi être disponible pour l'écouter et ne pas faire autre chose en même temps.» La con-



**Diane Martel, spécialiste des adolescents fugueurs, note qu'il faut que parents et adolescents puissent dialoguer, ce qui implique de savoir écouter.**

seillère clinique recommande également de sonder les proches afin de vérifier leurs perceptions.

«Les ados doivent sentir qu'on les écoute, qu'on est là pour les aider, pas pour les commander. Il faut que les parents respectent la personnalité propre de leur enfant et qu'ils leur fassent comprendre que si un comportement est déplacé, c'est le comportement qu'on n'aime pas, et non la personne.»

Selon la spécialiste, les parents doivent aussi être à l'affût des agissements de leurs enfants. Un parent qui ne connaît pas les amis de son jeune devrait se poser des questions. Des résultats scolaires qui diminuent, un adolescent plus lunatique ou qui manque ses cours sont

tout autant de signaux d'alarme, énumère Mme Martel.

Pour le parent, «il faut alors se dépêcher de faire quelque chose et avoir une bonne conversation avec son ado, mais sans rien brusquer», souligne la spécialiste, qui suggère de le faire notamment lors d'une promenade en auto. «Les adolescents sont souvent braqués sur

leurs positions, poursuit-elle. Pour eux, changer, c'est admettre une faiblesse. En confrontant un ado, tu sors toujours perdant. Il faut plutôt utiliser une approche gagnant-gagnant.»

Mais c'est lorsque le jeune sombre dans la drogue, maigrit à vue d'oeil ou ne se lave plus, par exemple, que la situation devient vraiment problématique. «Il faut alors consulter des professionnels», insiste Mme Martel. Elle cite notamment les intervenants scolaires (enseignants, éducateurs et travailleurs sociaux), le CLSC ou encore le médecin, lorsqu'on soupçonne une dépression majeure chez l'adolescent.

### Les ados ont aussi des responsabilités

Il n'y a pas que les parents qui ont des responsabilités à cet égard : les adolescents en ont aussi. «Ils doivent exprimer leurs besoins, leurs émotions, et le dire quand ça ne va pas», insiste la conseillère clinique.

Pour elle, l'adolescence est la période où l'on est «le plus fragile psychologiquement», entre autres parce que la personne est «pleine de tensions internes, tiraillée entre le désir de grandir et le confort de rester jeune». C'est normal, selon Mme Martel, qu'un adolescent veuille se distancer de ses parents afin de développer sa propre identité. «Il faut accepter que nos enfants soient différents de nous», ajoute-t-elle.

Les jeunes qui fuguent sont généralement trop encadrés par leurs parents, ou sinon trop peu, estime la spécialiste. «Ça leur prend des libertés, mais aussi

des points de repère et des règles claires, quitte à ce qu'ils les défontent.»

Et dans n'importe quel cas de fugue, même dans celui de Julie Bureau, une réconciliation avec les parents serait possible à long terme. «J'ai vu des enfants d'une méchanceté épouvantable qui ont réussi à recréer des liens avec leurs parents, explique Mme Martel. Rien n'est impossible.»

La Maison Simons présente

**l'événement Vin-mode au profit de la Fondation du CHUS le mardi 2 novembre prochain à 18h30**

Cette soirée se déroulera chez Simons. Vous pourrez découvrir les tendances mode automne-hiver 2004-2005 en dégustant de bons vins et assister au spectacle du groupe ProjectArt

Billet 25\$ en vente chez Simons et à la Fondation du CHUS Pour information (819) 829-1840 (819) ou 346-1110



## Le livre sur Julie Bureau déjà disponible avant les lancements officiels



**Ronald Martel**  
ronald.martel@latribune.qc.ca  
NANTES

Les lecteurs de La Tribune ont la chance, depuis plus d'une semaine et demie, de lire des extraits du livre La vraie Julie Bureau, écrit et publié par l'auteur-éditeur André-Mathieu, de Lac-Mégantic, qui est déjà disponible au dépanneur Fatima, de Lac-Mégantic, et à la librairie-tabagie Le Signet, du Carrefour Lac-Mégantic, depuis lundi dernier.

Certaines librairies, pour leur part, l'ont obtenu ces jours derniers par le biais d'un service unique mis sur pied par l'éditeur lui-même, au nom de l'efficacité, et qui est un peu révolutionnaire quant au monde du livre et à la distribution habituelle. De plus, il devrait arriver dans les commerces de «grandes surfaces» aujourd'hui jeudi.

Un lancement officiel est prévu dimanche prochain, 31 octobre, à 13h30, à la polyvalente Montignac, de Lac-Mégantic. Il faut noter qu'un prix d'entrée de 10 \$ sera exigé pour assister au lancement du livre, ce qui est très peu courant.

«Si cela ne se fait pas, nous, nous allons le faire!», de lancer André Mathieu. «Si je n'avais pas innové dans bien des choses, je n'aurais écrit que 10 ou 12 livres, au lieu des 55 produits durant ma carrière. De toute façon, le 10\$ sera applicable à l'achat du livre qui se vend 29,95 \$.»

«On veut ainsi éviter les simples curieux qui pourraient venir seulement pour embêter Julie, du monde qui n'achète jamais de livres, des «écornifleux».

Dans ses autres efforts de médiation, M. Mathieu a prévu un point

de presse à Sherbrooke aujourd'hui, en après-midi, et des séances de signatures de Julie dans certaines librairies dans les semaines qui suivent.

«Le livre est publié à 10 000 exemplaires, un tirage initial égal à quelques autres de mes oeuvres, mais qui ne constitue pas un record», d'admettre André Mathieu. «Pour ce qui est de la réimpression, il n'y a pas vraiment

de scénario pré-établi, cela va dépendre des ventes dans les jours qui viennent.»

Questionné sur la réaction possible des parents de Julie Bureau, qu'il écorche dans plusieurs paragraphes et plusieurs chapitres du livre, André Mathieu dit ne pas craindre ce qu'ils auront à redire.

«Je suis beaucoup plus tendre envers la mère de Julie que Julie elle-même lors de l'entrevue à l'émission de Paul Arcand. Je ne me venge de rien envers sa mère, je ne l'attaque pas. J'ai même écrit une lettre très rassembleuse que je reproduis au début du livre. Beaucoup de choses s'expliquent par le fait que sa mère a elle-même eu une enfance difficile, dans une famille de 15 enfants et avec un père dirigeant», de confier le romancier.

Par ailleurs, à plusieurs endroits dans le livre de Julie, André Mathieu y va de charge à fond de train contre les journalistes, dont il dit «qu'ils

n'ont pas vu clair dans l'affaire Julie Bureau» et qu'il accuse d'être des «bêtes curieuses capables de tout renifler, mais qui ont manqué de nez» à plusieurs reprises, comme si c'était à la colonie journalistique de procéder à l'enquête sur la disparition de la jeune fille.

**NDLR: Exceptionnellement, la chronique Quand jeunesse s'en mêle n'est pas publiée aujourd'hui. Elle sera de retour demain.**

le veston smoking **rayures jacquard** 149,95

CONTEMPORAINE

La coupe est impeccable, bien ajustée, retenue par un bouton solo, soulignée par les rabats passepoilés posés à la diagonale, le revers est chic, élargi, à crans pointus, le mélange de laine texturé en rayures chevrons est vraiment impeccable. Noir. 2 à 14. Pantalon coordonné 79,95



QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Julie Bureau se raconte dans un livre

# «Je ne voulais pas qu'on me retrouve»

L'adolescente espère que les lecteurs comprendront les motifs de sa fugue



**David Bombardier**  
david.bombardier@latribune.qc.ca  
NANTES

Si Julie Bureau avait su que près d'une centaine de bénévoles la recherchaient activement aux abords de la rivière Coaticook, elle aurait agi exactement de la même façon: jamais elle n'aurait donné signe de vie, de crainte qu'on puisse la retracer.

«Je ne voulais pas envoyer de courriel parce que je ne voulais pas qu'on me retrouve», soutient Julie, tout en répétant encore une fois qu'elle ignorait totalement qu'elle était recherchée.

«Pendant trois ans, moi, je n'ai rien vu», martèle l'adolescente de 17 ans. Pourtant, quelques minutes plus tôt, Julie a ouvertement fait mention d'une entrevue donnée par sa mère à Arcand, en février 2003. «À ce moment-là, Jean-Paul dormait en haut», précise-t-elle au sujet de son bon Samaritain qui l'a hébergée pendant trois ans.

Le printemps dernier, un radiesthésiste croyait que le corps de Julie Bureau se trouvait dans la rivière Coaticook. Pendant deux fins de semaine, des chiens, des plongeurs et près d'une centaine de bénévoles ont donc été mobilisés pour tenter de trouver des indices. Aujourd'hui, cette inquiétude alors partagée par bien des Estrieis ne semble pas émouvoir Julie le moins du monde.

Selon des estimations sommaires, l'enquête entourant la disparition de Julie a coûté plusieurs centaines de milliers de dollars aux contribuables. L'auteur du livre *La vraie Julie Bureau*, André Mathieu, estime pour sa part que les «retombées de l'affaire Julie Bureau» sont beaucoup plus élevées, notamment en terme de retombées monétaires pour les médias et de «compensation morale puissante apportée aux bénévoles de la recherche».

En entrevue, Julie Bureau a souhaité qu'à la lecture de son livre, «les lecteurs comprennent pourquoi je suis partie et qu'on arrête de me juger».

## Drogue et prostitution

Le 26 septembre 2001, Julie Bureau s'est par ailleurs enfuie de Coaticook avec un homme qu'elle avait connu via Internet. Elle a passé les trois premières semaines de sa fugue à Montréal, dans l'enfer de la drogue et de la prostitution. «Je ne sais pas où j'étais exactement à Montréal, affirme-t-elle. Je ne sortais pas et je restais tout le temps dans un appartement.»

Lorsqu'elle a rencontré Jean-Paul Bernard, son bon Samaritain, Julie faisait de l'auto-stop dans le but de se rendre au poste de police de Lac-Mégantic. «Après Montréal, j'étais quasiment rendue dans la rue», indique-t-elle tout en disant qu'elle était alors «prête à aller en famille d'accueil». Si quelqu'un d'autre que Jean-Paul Bernard avait fait monter Julie dans son véhicule, la fugue de celle-ci aurait probablement duré trois semaines plutôt que trois ans.



Julie Bureau en compagnie de Jean-Paul Bernard, l'homme qui l'a recueillie.

Imacom, Jocelyn Riendeau

## Laquelle est la vraie Julie Bureau?



**Mario Goupil**  
mario.goupil@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

«S'tie que tu me cherches, toé...»

Julie Bureau m'a transpercé de son regard en échappant cette phrase hier matin. Elle en avait de toute évidence assez de mes questions. C'était vers la fin de la rencontre tenue au sous-sol d'un restaurant de Nantes et organisée pour le lancement prochain du bouquin «La vraie Julie Bureau», rédigé par l'auteur André Mathieu, de Lac-Mégantic. Si vous avez lu les extraits publiés dans nos pages depuis quelques semaines, vous avez une bonne idée de ce qui vous attend si vous avez le goût de risquer 29,95 \$...

J'ai feuilleté le bouquin en diagonale et cela m'a suffi amplement pour m'en faire une assez bonne idée.

«Je vous ai agacé dans le livre...», a senti le besoin de me prévenir l'auteur au terme de la rencontre.

Agacez tant que vous voulez, monsieur l'auteur. Vous savez quoi, il faut s'attendre au retour du «pendulé» de temps à autre. Pendule...Léon Peron... vous pigez?

Au fond, monsieur l'auteur frustré - il en profite pour régler des comptes avec les journalistes, particulièrement avec celui que vous êtes en train de lire, et avec l'industrie du livre - on devine rapidement que vous n'avez pas suffisamment à dire sur Julie pour tapisser 419 pages. D'où votre décision d'imposer votre «je» dans ce livre au lieu du «je» de Julie.

-Si vous vous en étiez tenu strictement à Julie, auriez-vous eu suffisamment de matériel?

-Probablement que non. Peut-être pour un livre de 150 pages, m'a-t-il avoué.

Si Julie a perdu patience à mon endroit, c'est bien sûr à cause de l'insistance de mes questions.

-As-tu été violée par ton père?

-Non.

-As-tu déjà été agressée (d'une façon quelconque) par ton père?

-Non.

-As-tu été battue par ta mère?

-Non...

Julie dit être partie à cause de sa mère qui la détruisait sur le plan psychologique.

- 0 - 0 - 0 -

Je me suis arrêté chez les parents de Julie, dans le chemin de la Yard, à Milan, avant de rentrer à Sherbrooke.

Francine Poulin et Michel Bureau n'ont pas trouvé la force d'aller travailler, hier.

Le couple prenait place à la table de cuisine et s'affairait à lire et à annoter des extraits du bouquin d'André Mathieu, acheté la veille à Lac-Mégantic. Comme s'il préparait une réplique...

«Ce livre, ce n'est pas Julie, notre fille. Ce livre, c'est Jean-Paul Bernard et André Mathieu...», a tout de suite lancé le papa de Julie, que je n'avais encore jamais vu aussi irrité.

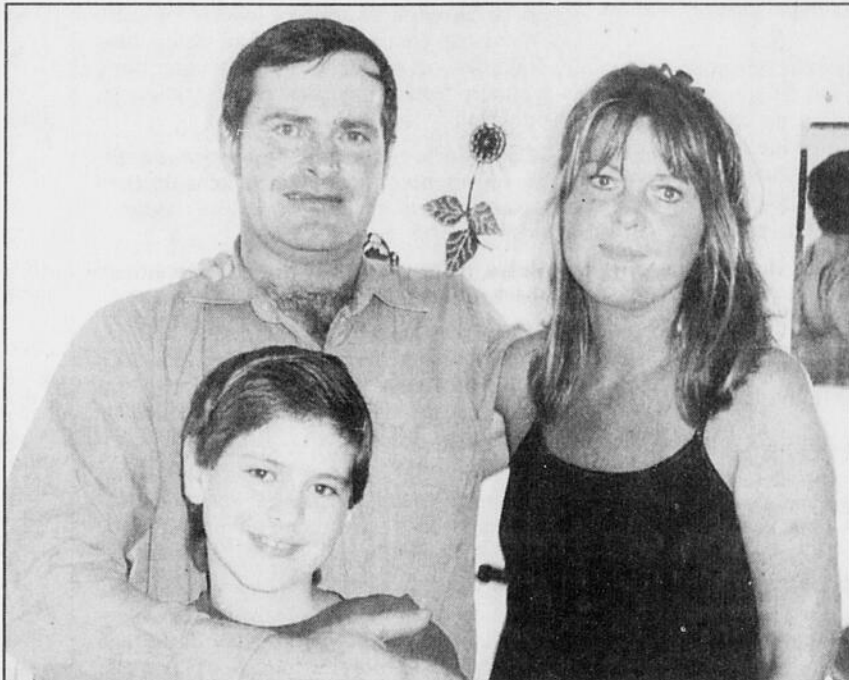
Francine Poulin et Michel Bureau avouent être complètement dévastés. Après avoir espéré leur fille disparue pendant presque trois ans, les voilà crucifiés sur la place publique par leur adolescente de 17 ans. Hier, le couple ne s'est pas quitté. Il a cru important de se serrer les coudes avant de regarder en soirée à la télévision l'entrevue que Julie et Jean-Paul ont accordée à Paul Arcand il y a quelques jours. Ce qu'ils ont fait, en compagnie de leur fils Dany.

«Nous n'en voulons pas du tout à Julie pour (ce qu'elle a dit) ce soir (hier)», a confié son père au terme de l'émission.

«Pour l'affaire des deux pilules (qu'aurait prises sa mère pour vite oublier son chagrin) à laquelle Julie a fait allusion, moi je n'en ai pas pris et ce n'est pas parce que je n'avais pas de peine. Les meilleures pilules qu'on a eues, c'a été les encouragements de la population», a-t-il poursuivi.

Michel Bureau a reconnu qu'un malaise s'est évidemment installé dans la petite famille pendant la diffusion de l'émission.

«Quand Julie a fait allusion à mon absence, elle a touché un point: c'est sûr que je n'étais pas toujours présent puisque je travaillais six jours par semaine et parfois même les soirs. Je n'étais pas assez près de Julie. Francine me l'a souvent fait remarquer et là je le réalise. Il a fallu une affaire de même pour que je comprenne.»



Michel Bureau et Francine Poulin, en compagnie de leur fils Dany.

La Tribune, archives

Le père de famille a aussi pris bonne note d'un commentaire de Jean-Paul Bernard à l'émission. «Il dit qu'il s'est fait une blonde. Tant mieux. Si Julie se sent de trop, je veux qu'elle sache qu'on a 150 acres de terrain, deux érablières et une cabane à sucre qui l'attendent à la maison. Si elle veut de l'ouvrage, j'en ai en masse pour elle.»

Quant au livre dont on s'apprête à mettre 10 000 copies sur le marché, Michel Bureau n'a pas caché sa vive déception.

«Dans le livre, Julie a tout interprété de travers, mais par respect pour notre fille, nous n'en dirons pas davantage. Chose certaine, si on avait voulu contrôler sa vie comme elle le prétend, nous n'aurions certainement pas permis qu'elle retourne à Beauceville avec ce gars-là», a poursuivi son père.

Julie Bureau soutient qu'elle a fugué après que ses parents l'eurent forcée à devenir pensionnaire dans un collège privé de Coaticook. Ce fut la goutte de trop, semble-t-il.

«Ce n'est pas vrai qu'on l'a obligée, soutient encore Michel Bureau. Quelques jours avant de quitter pour Coaticook, alors que je revenais à la maison, Julie prenait du soleil avec sa mère sur le patio à l'arrière. Ce jour-là, pour la première fois de ma vie, j'ai mis ma tête de côté et j'ai pris ma grande fille dans mes bras. Je l'ai serrée tout contre moi pour lui dire que si elle ne voulait pas aller pensionnaire à Coaticook, elle n'avait qu'à le dire. Qu'on ne l'enverrait pas là-bas. C'est elle qui m'a alors dit: 'Je vais aller l'essayer, papa'. Je pense qu'elle avait déjà un plan...»

Michel Bureau affirme que c'est pour une question de discipline et d'encadrement qu'on a voulu envoyer Julie à cette école.

«Elle était dans la drogue et on voulait l'aider, poursuit le père. Si elle avait pas voulu rester (à Coaticook), je l'aurais sortie de là. Vous savez, nous ne sommes pas riches et ce n'est pas de gaieté de coeur qu'on avait pris cette décision, sa mère et moi. D'ailleurs, au bout d'un mois, si elle avait décidé de rester là, il aurait fallu que j'emprunte de l'argent pour lui payer cette école-là... qu'elle avait elle-même choisie sur Internet.»

Le père de famille confie avoir reparlé de cette étreinte avec sa fille lors des retrouvailles qui se sont faites à la

## Ma mère agissait

Suite de la page A1

Dans son bouquin de 420 pages, endossé à 100 pour cent par Julie Bureau, l'auteur parle du père de la fugueuse comme d'un «être sensible et mené par le bout du nez» par sa conjointe. Au passage, M. Mathieu avance même, de son propre chef, qu'une éventuelle séparation du couple permettrait à Julie de renouer «d'excellentes relations avec son père (et son frère) jusqu'à la fin de ses jours».

Pour expliquer sa fugue, Julie a répété en entrevue que «c'est pas mal la faute de ma mère. Et mon père, lui, il ne faisait rien». Elle nie catégoriquement s'être fait violer ou avoir été battue dans sa jeunesse. Elle maintient avoir fumé «un ou deux joints», sans plus, et ajoute qu'elle n'a jamais voulu aller au Collège Rivier de Coaticook, d'où elle a fugué après y avoir été envoyée par ses parents. «Je n'avais pas le choix d'aller à ce collège-là, sinon, c'était la famille d'accueil», raconte-t-elle.

L'adolescente native de Milan accuse par ailleurs sa mère d'avoir nui volontairement à l'enquête policière afin de limiter les chances qu'on la retrouve. Avant sa fugue, Julie Bureau avait écrit des dizaines de lettres à une amie, dans lesquelles elle disait vouloir se teindre les cheveux en noir. «Josianne a appelé ma mère en disant qu'elle voulait parler aux enquêteurs, mais ma mère a refusé en lui répondant qu'elle était trop sensible», soutient-elle.

Selon Julie et l'auteur André Mathieu, les enquêteurs n'ont finalement pas interrogé Josianne. Si ça avait été le cas, les policiers auraient pu diffuser des photos de Julie avec les cheveux teints en noir afin de faciliter les recherches. «Si ma mère avait voulu me retrouver, ça n'aurait pas été dur», croit l'adolescente.

## «Je ne comprends pas»

Une dizaine de jours après avoir été retrouvée, Julie avait été très claire en conférence de presse: «Ma vie privée n'a pas à être étalée devant tout le monde. Je ne suis pas un objet de cirque.» Pourquoi alors avoir accepté que son histoire fasse l'objet d'un livre? «Parce que mon père a essayé de me faire taire», répond-elle.

Selon ce qu'on peut apprendre dans le livre, Michel Bureau aurait réussi à convaincre sa fille de ne pas révéler aux médias la relation tendue qu'elle entretenait avec sa mère. Ce qui fut fait par Julie en conférence de presse. C'est quand elle s'est rendu compte que sa mère n'avait «pas changé» que l'adolescente a finalement décidé de se vider le coeur.

Au mois d'août, Julie a annoncé à ses parents qu'elle prévoyait lancer un livre racontant son histoire. «Ma mère m'a alors dit qu'elle ne voulait plus me revoir. Je ne comprends pas», confie la jeune fille de 17 ans, qui affirme ne pas vouloir revoir sa mère de sitôt. «Elle n'arrête pas de me torturer. Le plus loin je suis d'elle, le mieux je me porte. J'espère qu'elle va changer, mais ça m'étonnerait bien gros...»

Julie Bureau souhaite un jour avoir des enfants. Mais l'éducation qu'elle leur donnerait serait bien différente de celle qu'elle a reçue, jure-t-elle. «Moi, je l'aimerais, mon enfant. Ça changerait pas mal d'affaires. Et je l'éleverais comme il faut. Moi, je n'ai pas été élevée comme il faut...»



**LE BOSTON BAR**

*Là où les bonnes habitudes ne se perdent pas!*

**Enfin de retour**

**jeudi 28 octobre**  
dès 16 h

**ce soir**

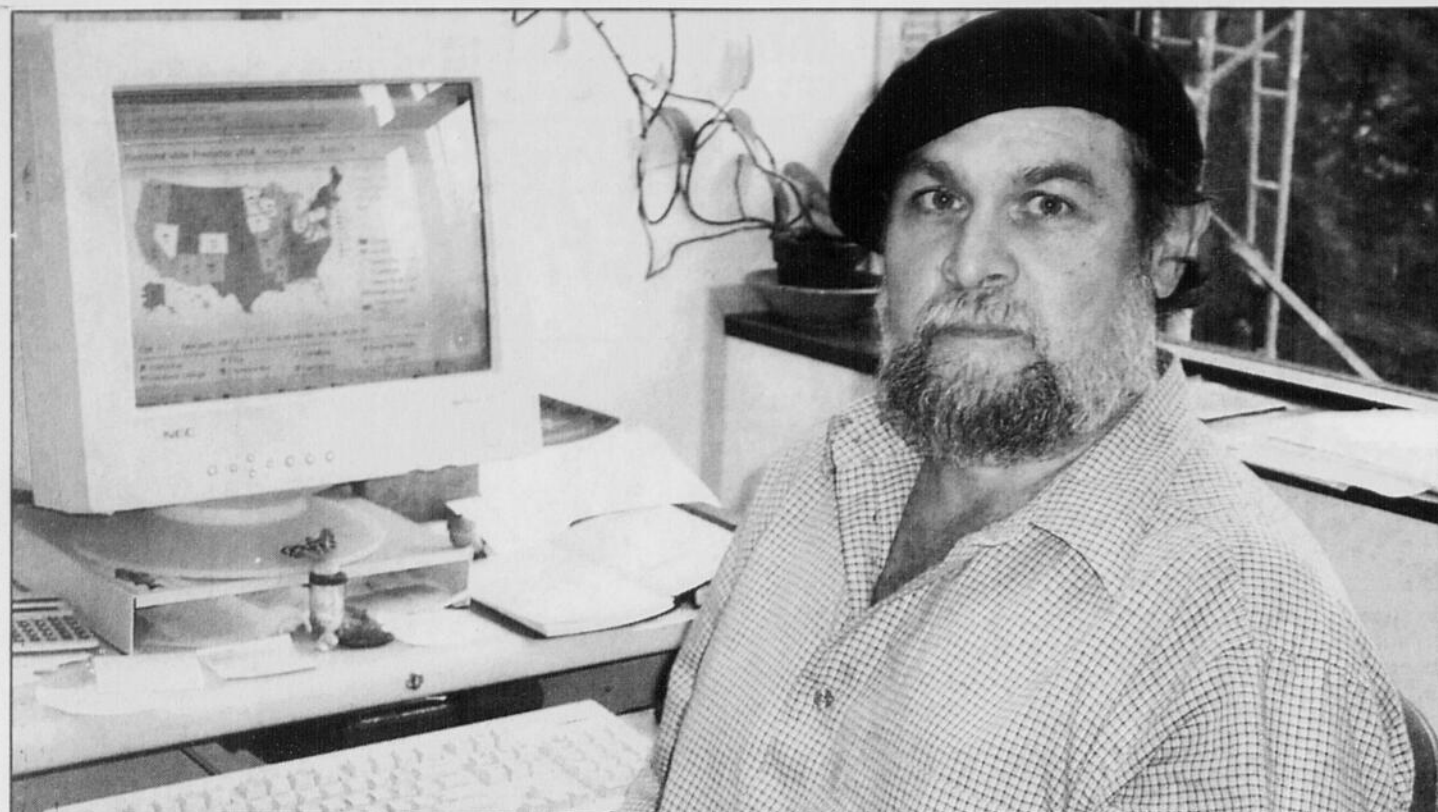
**Méga party**

*Aussi dimanche*

**« band Live »**

1665, RUE KING OUEST, SHERBROOKE

# L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE 2004



La Tribune, Denis Dufresne

Selon Ralph Jimenez, éditorialiste au Concord Monitor, ce sont les indécis - ou ceux qui n'ont pas encore exprimé leur choix dans les sondages - et les jeunes qui vont voter pour la première fois, qui risquent de déterminer le résultat final.

## Une guerre de tranchées

Suite de la page A1

à deux reprises et Bush est passé de justesse en 2000 à cause de Ralph Nader, le candidat indépendant. Mais cette fois-ci,

c'est extrêmement serré», observe Mark Travis, rédacteur en chef au quotidien Concord Monitor.

«Je crois que c'est certainement l'élection la plus importante depuis Ronald Reagan (élu la première fois en 1980), en raison bien sûr des attentats du 11 septembre 2001 et de la guerre en Irak», ajoute-t-il.

Et au-delà d'enjeux pourtant majeurs comme les soins de santé et les impôts, l'engagement des États-Unis en Irak et la lutte au terrorisme sont les priorités des électeurs du New Hampshire, comme partout ailleurs semble-t-il.

«Bien des gens réagissent très positivement face à M. Bush en raison de son sens du devoir et ils se disent qu'on ne change pas de commandant en chef en pleine guerre. Il n'y a aucun doute que c'est cette guerre qui va décider de l'issue de l'élection», juge M. Travis.

### Faire sortir le vote

Dans ce contexte, le principal défi des organisations est, comme on dit, de faire sortir le vote, surtout dans les États comme le New Hampshire qui pourraient faire la différence le soir du 2 novembre.

«Oui, le New Hampshire est un champ de bataille électoral, alors il faut convaincre les gens de s'inscrire sur les listes électorales et, surtout, d'aller voter le jour du scrutin», dit Maria Comella, directrice des communications pour le Parti républicain au New Hampshire.

Outre la multitude d'affiches électorales autant dans les villages que le long des grands boulevards, il n'est pas rare de voir à l'heure de pointe des militants de l'un ou l'autre des partis agiter des affiches de leurs candidats et même interpellés les automobilistes.

«Ce genre d'opération est mené partout dans le New Hampshire», explique Doug Krusi, un supporter du gouverneur républicain Craig Benson, croisé avec deux de ses amis sur Queen City Avenue, à Manchester.

Les syndicats mettent aussi l'épaule à la roue, mais pour aider John Kerry: des centaines d'enseignants, d'infirmières et de fonction-

naires de l'État voisin du Massachusetts ont convergé dernièrement vers le «Granite State» pour inciter leurs collègues syndiqués à se rendre aux urnes le jour «J».

En contrepartie, les Républicains du New Hampshire ont mobilisé les gens d'affaires pour s'assurer que leur État demeure républicain.

### Les indécis et les jeunes

Mais selon Ralph Jimenez, éditorialiste au Concord Monitor, ce sont les indécis ou ceux qui n'ont pas encore exprimé leur choix dans les sondages - et les jeunes qui vont voter pour la première fois, qui risquent de déterminer le résultat final.

«Les indécis et ceux qui ne se sont pas déclarés représentent actuellement plus du tiers des électeurs, alors leur vote sera décisif», juge-t-il.

Et les jeunes? Ils constituent selon lui un facteur tout aussi important:

«Ils se sont inscrits en plus grand nombre qu'en 2000 et les deux grands partis font des efforts importants pour les convaincre. La question est de savoir s'ils vont faire l'effort d'aller voter».

Un sondage USA Today/CNN/Gallup publié mardi démontre que davantage d'électeurs sont inscrits cette année qu'en 2000 dans le pays, particulièrement chez les 18-29 ans (+17%) et les 30-49 ans (+12%).

Et selon M. Jimenez, «les nouveaux électeurs, s'ils vont voter, vont appuyer davantage John Kerry. J'ai un fils au collège, c'est ce que lui et ses amis vont faire».

Le fait aussi que bien des gens ont le sentiment de s'être fait avoir lors du scrutin de novembre 2000, en raison du cafoillage électoral en Floride, peut également aider Kerry.

«Je crois bien que Kerry va remporter le New Hampshire, même si c'est très serré. Mais ailleurs au pays? Je ne sais pas. Par contre, il suffirait d'un vote massif des électeurs noirs des grandes villes et des jeunes pour faire pencher la balance en sa faveur», avance Ralph Jimenez.

## L'ordinarité...

Pierre Foglia  
TRAVERSE CITY, Michigan

Une grosse péninsule et au milieu de la baie qu'elle enferme, une plus petite péninsule qui semble être le bébé de la première. On appelle la petite, la Old Mission. Elle part du centre-ville de Traverse City, s'avance dans le lac Michigan sur 30 kilomètres, toute en coteaux plantés de cerisiers, de pommiers et de plus en plus de vignobles.

Tu viens, Ben?  
Il pédale pas pire pour un Arabe (les Arabes ne gagnent pas souvent le Tour de France, c'est ce que je veux dire). On avait le vent dans le dos. Au début, c'est la ville qui continue, puis les maisons deviennent des cottages, puis des manoirs avec des gazons grands comme le Luxembourg. Mais les pancartes sont partout les mêmes dans le gazon: Bush-Cheney. Au bout d'une dizaine de kilomètres on a débouché dans les vergers, et là les pancartes ont changé: il n'était plus question de candidats à la présidence, mais des propositions auxquelles les électeurs du Michigan auront à répondre le 2 novembre. La plupart des pancartes disaient «Yes 2». Oui à l'amendement constitutionnel numéro deux qui empêchera les mariages gays.

Bonjour monsieur...  
Brian Goff, retraité, dénichait les feuilles mortes à la tondeuse. Je vois à votre pancarte que vous êtes contre les mariages gays?  
Yes. Those f... Those s... Vous n'êtes pas gai, j'espère?  
Bof, si peu.

On a repris la route qui montait vers les vignobles. Toi, Ben, est-tu pour le mariage gai? Dans vos cavernes là-haut, à la frontière du Pakistan as-tu déjà célébrés des mariages entre quelques-uns de tes fidèles gardes du corps talibans? Yassim, acceptes-tu de prendre pour époux Mahmoud ici présent? C'est vrai que vous autres Arabes avez droit à plusieurs épouses. Tu vois, avec le mariage gai, tu pourrais varier, deux ou trois épouses, et un ou deux époux pour regarder le football à la télé, ou pour jouer au neuf.

On s'est arrêté à l'entrée du domaine Château Chantal dont le propriétaire Robert Begin (il a laissé tomber l'accent) vient de Lévis, enfin son père venait de Lévis, lui est né à Detroit. Il y a 25 ans, il a acheté ces 88 acres de cerisaie pour y planter de la vigne. Un vignoble qui produit annuellement 150 000 bouteilles de rouge et de blanc, un peu de vin de glace, un vin de cerise pétillant recommandé pour accompagner la poutine, et un mauvais brandy qui se prend pour du Kirsch, ah oui aussi des confitures au merlot.

Le Bob Begin en question était absent, sa fille tenait le fort, Marie-Chantal, celle-là même qui a donné son nom au domaine.

Pour qui votent les vigneronnes, madame?  
Mon papa votera Bush. Moi, Kerry.  
Bonjour les chicanes de famille!

Aucune. J'ai 26 ans, mon père 70, il va de soi qu'on diffère d'opinions sur bien des choses, ce qui n'empêche pas une grande affection. Je viens d'une université très libérale (DePaul à Chicago), je suis très Chicago dans ma tête, mon père est beaucoup plus Detroit.

Mais Detroit aussi est démocrate...  
Moins. À Chicago la classe moyenne est démocrate. À Detroit ce sont les Noirs qui font pencher la balance - très légèrement - pour les démocrates.

Je n'ai pas goûté les vins, mais dans la soirée, à l'épicerie fine italienne, on m'a dit que c'était des crus sentimentaux - comprenez qu'on les apprécie plus qu'ils ne le méritent parce qu'ils sont du pays - bref, comme les nôtres.

Au bout de la route on s'est buté au traditionnel phare et à une pancarte qui nous disait de mettre le pied ici, sur la pierre blanche au pied de la pancarte, allez aller Ben, mets ton pied, mais non c'est pas une mine, c'est le 45e parallèle, débilo.

Vois comme c'est beau, Ben...  
Le lac Michigan clapotait dans tous les tons de vert. Ici les feuillages sont déjà passés au roux fané, et il faisait assez doux pour que ce soit l'été indien.

Vois comme ce qu'on dit de l'Amérique n'a aucun sens vu d'ici. Cela commence par la géographie. On croit que les Grands Lacs c'est la grande industrie partout, l'automobile, les hautes cheminées, as-tu vu une seule usine aujourd'hui? Dimanche dernier ils ont tué un loup à Rogers City, tout près d'ici.

Et ces gens, Ben? Tu les hais pourquoi? Des gens ordinaires. Comme les Arabes. Comme les Chinois. Si quelque chose unit tous les hommes de la planète, c'est bien l'ordinarité. Pas Dieu, pas la politique, pas la culture, l'ordinarité. Et les Américains sont les plus ordinaires de tous les hommes de la Terre. Ils s'habillent ordinaire, ils mangent ordinaire, ils pensent ordinaire, ils font du vin ordinaire. Pourquoi tu les hayiis, Ben? Pourquoi veux-tu tuer l'ordinaire? Pourquoi veux-tu tuer une partie de toi-même? (La Presse)

**LOTTO QUÉBEC** Résultats  
Tirage du 2004-10-27

1 <sup>er</sup> numéro 134208	2 <sup>e</sup> numéro 949813	3 <sup>e</sup> numéro 520616
----------------------------------	---------------------------------	---------------------------------

décomposables  
25 000 \$ 50 000 \$ 100 000 \$

Nombres "Télé"  
115996 707573 145779  
non décomposables

NUMÉRO BONI 03

**649** Tirage du 2004-10-27  
29 30 33 34 37 46  
Complémentaire : (47)

**SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU 649**

**Quebec 49** Tirage du 2004-10-27  
25 28 31 35 42 46  
Complémentaire : (18)

**Paneco** Tirage du 2004-10-27  
01 03 04 13 20 25 26 31 34 35  
36 38 43 44 48 51 55 64 69 70

**Quintone** Tirage du 2004-10-27  
3 4  
807 3895

**Extra** Tirage du 2004-10-27  
NUMÉRO  
469406

Les montants d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité. 13/079

**LA TOUTE NOUVELLE VOLVO S40 2005**

**VOLVO S40 2.4i**  
CRÉDIT-BAIL À PARTIR DE  
**378 \$\***  
PAR MOIS, 39 MOIS

**VOLVO S40 T5**  
CRÉDIT-BAIL À PARTIR DE  
**448 \$\***  
PAR MOIS, 39 MOIS

**VOLVO S40 T5 AWD**  
CRÉDIT-BAIL À PARTIR DE  
**498 \$\***  
PAR MOIS, 39 MOIS

**VOLVO for life**

LA TOUTE NOUVELLE VOLVO S40 2005 EST ARRIVÉE. **DU PLAISIR SUR MESURE.**  
QUELLE QUE SOIT VOTRE IDÉE DU PLAISIR, LA VOLVO S40 2005 A TOUT POUR PLAIRE. AVEC SON DESIGN SANS COMPROMIS À L'INTÉRIEUR COMME À L'EXTÉRIEUR, UN MOTEUR TURBO DE 218 CH OFFERT, LA TRACTION INTÉGRALE EN OPTION ET SA TOUTE NOUVELLE ATTITUDE, LE PLAISIR NE CESSERA JAMAIS. LA S40 2005 SE DISTINGUE DE TOUTS NOS PRÉCÉDENTS MODÈLES, TOUT SIMPLEMENT PARCE QUE NOUS L'AVONS CONÇUE POUR UNE TOUTE NOUVELLE GÉNÉRATION DE CONDUCTEURS DE VOLVO, MAIS NE VOUS MÉPRENEZ PAS, C'EST QUAND MÊME UNE AUTHENTIQUE VOLVO. LA TOUTE NOUVELLE VOLVO S40 2005 EST LANCÉE. VISITEZ LE SITE [WWW.LANOUELLEVOLVOS40.COM](http://WWW.LANOUELLEVOLVOS40.COM) OU VENEZ VOIR VOTRE CONCESSIONNAIRE DE ROCK FOREST.

**ESTRIE AUTO CENTRE** 4367 boulevard Bourque, Rock Forest (819) 564-1600 [www.estrievolvo.com](http://www.estrievolvo.com)

\*Le PDSF d'une Volvo S40 2.4i/40 T5/40 T5 AWD 2005 est de 29 995 \$/34 995 \$/37 495 \$. Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit. Véhicule illustré avec équipement en option, dont le toit ouvrant, l'ensemble sport et des roues de 18 po en alliage. Votre concessionnaire Volvo vous donnera tous les détails. Exemple de crédit-bail pour une Volvo S40 2.4i (le prix inclut des roues de 16 po en alliage/S40 T5/40 T5 AWD 2005, frais de transport et de livraison de 1 275 \$ inclus : 377,91 \$/447,90 \$/497,82 \$ par mois, pendant 39 mois, avec un acompte de 2 830 \$/2 370 \$/1 820 \$. Total des mensualités : 14 738,40 \$/17 468,10 \$/19 414,98 \$. Valeur de rachat en fin de bail : 17 253,50 \$/19 728,50 \$/21 103,50 \$. Les mensualités peuvent varier selon les équipements optionnels choisis. Première mensualité et dépôt de garantie remboursable de 0 \$/0 \$/0 \$ dus à la signature du bail. Allocation de 60 000 km pour la durée du crédit-bail (0,08 \$ par km supplémentaire). Taux d'intérêt annuel : 3,9 %/3,8 %/3,8 %. Taxes, immatriculation, assurance, inscription au RDPRM et frais d'administration en sus. Le concessionnaire peut vendre/louer à un prix inférieur. L'offre prend fin le 31 octobre 2004. Certaines conditions s'appliquent. © 2004 Automobiles Volvo du Canada Ltée. • Volvo for life • est une marque déposée utilisée sous licence par Automobiles Volvo du Canada Ltée. Pompez à toujours boucler votre ceinture de sécurité.

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE 2004

## Débat «explosif» à six jours du scrutin présidentiel

Richard Héту  
NEW YORK

À six jours des élections présidentielles, John Kerry a continué ses attaques sur la disparition d'explosifs en Irak, forçant George W. Bush à réagir pour la première fois sur le sujet, après deux jours de silence.

En matinée, Kerry a donné le ton à la journée lors d'un discours électoral à Sioux City, en Iowa, un des champs de bataille de l'élection présidentielle du 2 novembre.

«Qu'entendons-nous de la bouche du président sur cette question importante de sécurité nationale?» a demandé le candidat démocrate, faisant allusion à l'affaire de la disparition d'environ 350 tonnes d'explosifs en Irak, dévoilée par le *New York Times* dans son édition de lundi.

«Silence, pas un mot, pas une seule explication sur comment cela a pu se produire et/ou ce que le gouvernement des États-Unis fait pour régler le problème.»

Les explosifs, qui se trouvaient sur le site ultra sensible d'Al-Qaaqa, à 50 km au sud de Bagdad, sont susceptibles d'être utilisés pour détruire des immeubles, armer des têtes de missiles et détoner des armes nucléaires. Leur disparition se serait produite dans les semaines ayant suivi la chute de Bagdad aux mains des troupes américaines en avril 2003.

L'affaire domine la campagne présidentielle depuis lundi. Elle a même inspiré des mauvais calembours aux animateurs de talk-shows télévisés de fin de soirée, en raison du nom du site du dépôt, Al-Qaaqa.

Devant ses partisans de Sioux City, Kerry a accusé le président et son vice-président «d'éluder, de s'agiter, de naviguer dans leur tentative habituelle d'éviter les responsabilités, tout comme ils l'ont fait à chaque niveau de notre implication en Irak».

«C'est un scandale qui monte, a ajouté Kerry. Les Américains ont le droit d'avoir une explication honnête et complète sur ce qui s'est passé et ce que le président va faire.»

Peu après, Bush a répliqué aux accusations de Kerry pour la première fois, à l'occasion d'un discours à Lititz, en Pennsylvanie, autre État crucial pour le 2 novembre. Il a accusé son adversaire démocrate de porter des «accusations infondées sur la disparition d'explosifs quand son principal conseiller en politique étrangère (Richard Holbrooke) a dit, je cite : *Nous ne connaissons pas les détails.*»

«Réfléchissez à cela : le sénateur dénigre l'action de nos soldats et de nos commandants sur le terrain sans connaître les détails. Malheureusement, cela fait partie d'une attitude générale qui consiste à dire presque tout pour être élu», a lancé le président.

Et d'ajouter : «L'armée américaine examine plusieurs scénarios différents, y compris la possibilité que les explosifs aient pu être déplacés avant même que nos soldats arrivent au dépôt.»

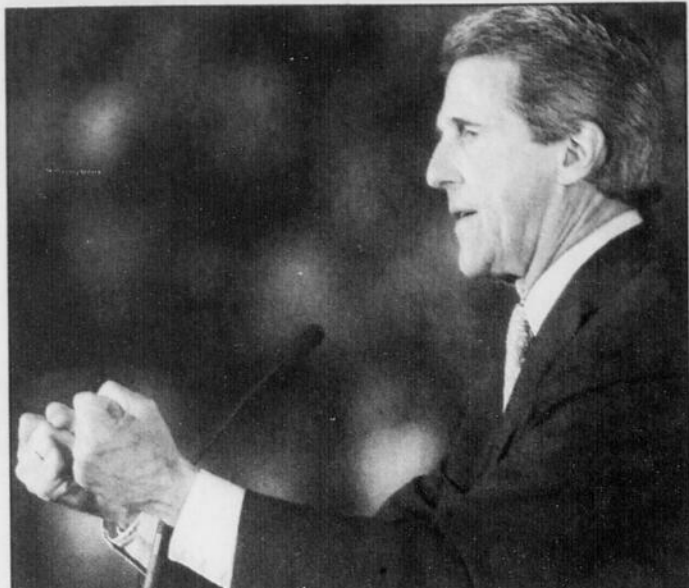
Contredisant le président américain, un responsable irakien a écarté ce scénario hier.

«Il est impossible que ces matériaux aient pu être sortis de ce site avant la chute de l'ancien régime», a déclaré à l'AFP Mohamed Al-Chareh, directeur du département de contrôle du ministère irakien de la Technologie et des Sciences.

«Les responsables du site ont confirmé que pas un bout de papier n'était sorti. Ils en ont donné la certification officielle et les forces de la coalition, conduite par les États-Unis, étaient au courant.»

L'affaire de la disparition des explosifs tombe bien mal pour le président, qui est placé sur la défensive depuis le début de la semaine, la dernière d'une campagne chaudement disputée. En répliquant aux accusations de Kerry, il a tenté de mettre un terme à un débat dangereux.

«Un candidat qui tire précipitamment des conclusions sans



Le candidat démocrate John Kerry serre les poings durant un arrêt de sa campagne dans une école de Sioux City en Iowa, hier. L'Iowa est un des États qui peut faire la différence dans le scrutin de mardi.

connaître les faits n'est pas quelqu'un que vous voulez pour commandant en chef», a dénoncé Bush.

Les démocrates ont sauté sur cette phrase pour relancer leurs attaques. «Le président vient d'offrir un excellent argument contre sa réélection», a déclaré le général Wesley Clark par la voie d'un communiqué.

«Il a tiré précipitamment des conclusions sur le lien entre Saddam Hussein et le 11 septembre. Il a tiré précipitamment des conclusions sur les armes de destruction massive. Il a tiré précipitamment des conclusions sur le nombre de soldats pour gagner la paix.»

Après la Pennsylvanie, le président Bush s'est arrêté dans un autre État clé, l'Ohio. Cherchant à attirer des électeurs démocrates, il s'est fait accompagner par le sénateur Zell Miller, un élu démocrate ayant rompu avec son parti.

Le président et son équipe ont également dévoilé ce qui sera probablement son dernier spot télévisé de la campagne. S'adressant directement aux électeurs, il se présente en président aguerri, en homme digne de confiance dans une période troublée.

«Ces quatre années m'ont apporté des moments que je ne pouvais prévoir et que je n'oublierai pas», dit-il avant d'être filmé en train de reconforter des familles de soldats morts au combat. «Je ne fléchirai jamais pour défendre l'Amérique, quelles qu'en soient les exigences.»

Les derniers sondages font état d'une course extrêmement serrée au niveau national, de même que dans les principaux champs de bataille de l'élection, de la Floride à l'Ohio en passant par l'Iowa et le Wisconsin.

Aujourd'hui, Kerry tentera de gagner la bataille des images et des coeurs en faisant campagne avec le rocker Bruce Springsteen chez les cols bleus d'Ohio. Le compositeur de *No Surrender*, la chanson fétiche de la campagne de Kerry, est censé rester aux côtés du candidat démocrate jusqu'à lundi, veille de l'élection.

(La Presse)

## Un dollar plus préoccupant que Bush ou Kerry

Gilles  
Fisettegilles.fisette@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Pour une entreprise comme Conceptomec, de Magog, la valeur du taux de change et la capacité concurrentielle face aux compétiteurs sont davantage des sujets préoccupants que le résultat de l'élection présidentielle du 2 novembre, aux États-Unis d'Amérique.

«L'élection de George W. Bush ou de John Kerry est un impondérable. Et, dans le fond, ça ne changera pas grand chose pour nous que ce soit Bush ou Kerry qui est élu. Les affaires vont continuer après... Par contre, ce que vaut le dollar canadien face au dollar américain et notre capacité à continuer de décrocher des contrats aux États-Unis, c'est un sujet davantage préoccupant», a expliqué le président de cette jeune entreprise, Stéphane Bégin.

Conceptomec est spécialisé dans les équipements pour la fabrication de joints d'étanchéité. La compagnie possède deux usines à Magog. Elle y emploie environ 90 personnes. Depuis le mois d'août, elle possède également un pied-à-terre à Cincinnati, aux États-Unis. Là-bas, trois personnes voient au service après-vente et à la bonne marche de cette vitrine technologique.

«Pour faire face au problème, nous songeons à accroître nos dépenses américaines, afin de nous mettre davantage à l'abri des fluctuations du dollar. En fait, nous avons deux ou trois actions que nous voulons poser rapidement pour nous placer en meilleure position.»

Conceptomec est jeune mais a déjà goûté à la médecine d'un dollar fluctuant. Quand le dollar américain a piqué de l'aile, entraînant une hausse du dollar canadien, en mai 2003, l'entreprise magogois s'est soudainement retrouvée dans une position très difficile par rapport à ses concurrents américains. Tellement, explique M. Bégin, qu'elle a perdu des contrats qu'elle évalue entre trois et quatre millions de dollars.

Il faut savoir que Conceptomec est très dépendante du marché américain. Elle exporte 85 pour cent de sa production aux États-Unis. Pour M. Bégin, il n'est donc plus question de se retrouver en position aussi fragile.

«Nous essayons présentement trois ou quatre actions différentes dont je ne peux livrer les détails, présentement, mais qui seront en place d'ici les Fêtes», a-t-il spécifié.

L'idée, a-t-il ajouté, est de faire en sorte que l'entreprise soit capable de demeurer concurrentielle sur le marché américain, même si le dollar américain chutait si bas qu'il s'échangerait contre 1,15 \$ CAN.

«Et c'est faisable de se protéger jusqu'à hauteur de 1,15 \$. Nous allons réussir. Nous n'avons pas le choix», a-t-il lancé.

Dans son domaine, a expliqué M. Bégin, la compétition est essentiellement nord-américaine. L'Asie et la Chine plus particulièrement ne sont pas présents. «Pour l'instant», a-t-il ajouté.

«Eux, ils s'intéressent surtout à la production de masse. Notre domaine est avant tout technologique.»

**Alerte à la rouille!!!**

**ANTI ROUILLE**  
Automatisé

**Sprint final avant la neige, votre véhicule vous remerciera!**

**L'AMI DANIEL**  
1466, rue Denault, Sherbrooke  
(819) 829-0757  
www.antirouilleautomatise.com

**pour lui**  
*Entrepôt*

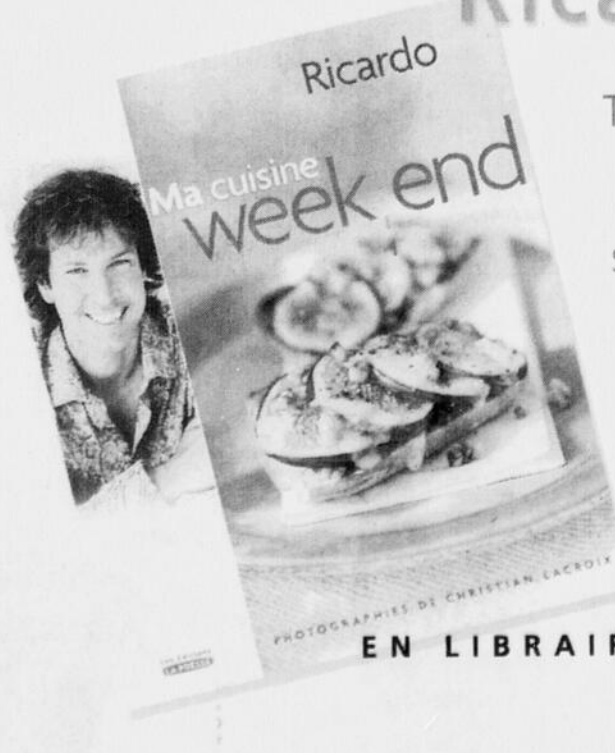
**VENTE**  
**4 jours seulement**

**50%**  
sur toute la marchandise  
automne-hiver

Début  
ce jeudi  
et se  
termine  
ce  
dimanche

2251, rue King Ouest, Sherbrooke  
821-4419

Les promenades King

le premier livre  
de recettes de  
Ricardo

Tout pour recevoir mollo, bruncher en famille et faire que la cuisine soit une détente méritée le week-end.

Les Éditions  
**LA PRESSE**

EN LIBRAIRIE DÈS MAINTENANT

# Liaison

## RÉGION

DES NOUVELLES DE LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

Après deux mois de gratuité du transport en commun

# Les commentaires des étudiants de l'Université de Sherbrooke

Transport en commun pour les étudiants

## Gratuité assurée jusqu'à l'automne 2005!

Textes tirés du Collectif, le journal des étudiantes et étudiants de l'Université de Sherbrooke

STÉPHANIE GAUDREAU

Depuis cet automne, les étudiantes et étudiants de l'Université de Sherbrooke ont accès gratuitement au service de transport de la ville de Sherbrooke en montrant leur nouvelle «super carte». En effet, le recteur de l'Université, Bruno-Marie Béchar, a décidé, plutôt que de construire de nouveaux stationnements sur le campus universitaire, d'offrir le service d'autobus gratuit pour les étudiants qui fréquentent l'établissement d'enseignement. On se rappelle que la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) avait lancé le bal en 2003 en se basant sur d'autres expériences d'universités canadiennes afin

d'offrir une passe universelle aux étudiantes et étudiants de l'Université.

Cette nouveauté, qui constitue une première au Québec, est possible grâce à une entente de principe qui a été signée par le recteur Bruno-Marie Béchar et Jean-François Rouleau, président du conseil d'administration de la Société de transport de Sherbrooke (STS) et conseiller municipal du district Université.

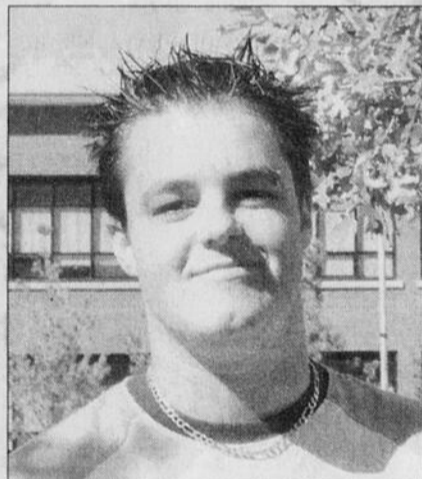
Pour le moment, c'est l'Université de Sherbrooke qui assume la totalité des frais reliés à cette nouvelle mesure et qui la verse à la STS. Un référendum devait avoir lieu en novembre 2004 afin de consulter la population étudiante sur ce service, d'établir la part du montant qui sera remboursée par les étudiants et les modalités reliées à ces frais. Toutefois, après plusieurs discussions entre la direction de l'Université de Sherbrooke et la FEUS, la tenue de ce référendum a été remise à la session d'hiver 2005. Le transport en commun demeure donc tout à fait gratuit pour les étudiantes et étudiants jusqu'à l'automne 2005.

Photos : MARIE BEAULAC



**Aminata Wade**

«C'est ma première année à l'Université de Sherbrooke et ça me fait découvrir la ville. Des fois, je prends l'autobus seulement pour découvrir le coin.»



**Matthew Maclure**

«C'est plus économique de prendre l'autobus que mon auto, et c'est mieux aussi pour l'environnement.»



**Gabriel Arena et Marie-Pierre Théoret**

«Je suis content de ce projet-là, mais il devrait y avoir plus d'autobus le matin parce que c'est toujours plein.»



**Josiane Lévesque**

«La gratuité du transport en commun est l'une des raisons pour lesquelles je suis venue étudier à Sherbrooke.»

## Vox pop

Propos recueillis par MIREILLE-AUDREY DORION

Nous en avons beaucoup entendu parler dès la rentrée et nous en entendrons encore parler tout au long de l'année : la gratuité du transport en commun pour les étudiantes et étudiants de l'Université fait jaser à Sherbrooke et même ailleurs. Après un mois de service, quels sont les impacts dans la communauté universitaire? L'équipe du Collectif, le journal des étudiantes et étudiants de l'Université de Sherbrooke, s'est penchée sur la question et, n'ayant pas encore d'informations prélevées à se mettre sous la dent et ne pouvant plus attendre une minute de plus, a elle-même pris le premier pouls de ce projet. Voici donc les premiers échos répertoriés des utilisateurs étudiants de la Société de transport de Sherbrooke en ce qui concerne la gratuité du transport en commun.



**Sylvain Caillet et Mélanie Laubier**  
«On vient d'arriver de France, alors on ne prend que le transport en commun. C'est super, sinon on resterait chez nous et on ne découvrirait pas la ville.»



**Mélanie Gagnon**

«Je prends plus l'autobus qu'avant : pour venir à l'Université et pour aller au centre-ville. Les autres années, je prenais mon auto. Des fois, lorsque je viens en auto à mes cours, je remarque qu'il y a plus de places libres dans les stationnements.»

# Trois visions du développement durable au Québec



SOPHIE PAYEUR

Bien avant son élection, en avril 2003, le Parti libéral du Québec s'engageait à doter la province d'un Plan vert de développement durable. Attendue depuis plus d'un an maintenant, la sortie de ce plan est espérée cet automne. Avec pour toile de fond la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, trois scientifiques de l'Observatoire de

l'environnement et du développement durable de l'Université de Sherbrooke se prononcent sur ce que devrait contenir ce Plan vert, le chimiste Patrick Ayotte et les biologistes Colette Anseau et Marco Festa-Bianchet.

Quand on lui demande ce qu'il aimerait voir apparaître dans le Plan vert, Patrick Ayotte insiste sur les mesures qui incitent à «penser vert». Il y a les traditionnels incitatifs «négatifs», comme les amendes imposées aux pollueurs. Mais celles-ci sont ridiculement basses. Selon Patrick Ayotte, il faut hausser les amendes tout en instaurant des façons de récompenser ceux qui investissent temps et ressources dans des méthodes de prévention et de conservation. Le chercheur espère également

que le gouvernement insufflera plus de financement à ceux qui se consacrent à trouver des solutions. «Des technologies plus propres, comme les piles à combustible, sont sur le point d'être utilisables, mais les fonds sont insuffisants pour parfaire les procédés. Il faut se donner les moyens de nos ambitions!»

Celui qui étudie les grands ongulés depuis des années pense quant à lui que le Plan vert doit contenir des mesures musclées visant à protéger les habitats fauniques. «Le Québec s'est pourvu d'une liste des espèces menacées et c'est une bonne chose, dit Marco Festa-Bianchet. Mais on ne trouve presque rien pour protéger ces espèces et leurs habitats.» Le biologiste s'intéresse notamment au bouquetin des alpes.

«Cette espèce vit en haute altitude. Depuis quelques années, on remarque que le couvert neigeux des montagnes est moins important. Qu'on le veuille ou non, les changements climatiques existent et ils ont des effets bien réels. Dans le cas du bouquetin des alpes, ça se traduit par une hausse de la population. Ce n'est pas négatif en soit, mais cela illustre bien qu'il faut penser aux habitats si on veut protéger les espèces. Or, peu d'efforts sont investis à définir les habitats d'un point de vue légal. Sans définition claire, comment pouvons-nous prétendre les protéger adéquatement?»

Colette Anseau, elle, ne peut concevoir un Plan vert qui fasse fi de la notion de bien public. «La loi sur les forêts prévoit certaines mesures qui

protègent les écosystèmes forestiers exceptionnels, mais ces dernières n'ont aucune force lorsque nous sommes en terre privée. Si les arbres en question ont poussé sur une terre privée, le droit de propriété prime et le propriétaire a toute la latitude pour raser n'importe quel spécimen.» Le problème est particulièrement inquiétant en Estrie, où 98 % de la forêt se situe en terre privée. «Je pense que la forêt est une ressource publique au même titre que l'eau. Si nous ne mettons pas en place des façons que le bien public l'emporte sur le bien privé, je ne vois pas comment nous parviendrons à un développement durable.» Tout comme Patrick Ayotte, Colette Anseau mise davantage sur des mesures d'encouragement à protéger le territoire forestier.

# L'AUTO 2005

le guide pour passionnés et consommateurs avertis  
En librairie dès maintenant



Les Éditions LA PRESSE





# C. difficile: le CHUS a une longueur d'avance



**François Gougeon**

francois.gougeon@tribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) a déjà une longueur d'avance sur les recommandations du ministre Philippe Couillard, à la Santé et aux Services sociaux, en matière de prévention des infections nosocomiales, dont le C. difficile.

Tout en évitant de se pêter les bretelles, l'établissement avait déjà, avant l'intervention du ministre, mardi, implanté un protocole très pointu en ce qui regarde la gestion des antibiotiques, a fait savoir hier Dr Maurice Roy, à la Direc-

tion des services professionnels (DSP). Il a précisé en outre que depuis février dernier, le taux d'utilisation des antibiotiques au CHUS a diminué d'environ 50 pour cent.

Ainsi, à la série de mesures préventives mises en place et dont *La Tribune* avait fait état en primeur dans son édition du 16 octobre dernier, voilà qu'on en a rajouté la semaine passée, en regard du contrôle des antibiotiques.

«La crise des derniers mois (du C. difficile) a permis de bien identifier les catégories d'antibiotiques plus à risque de propager l'infection. Il a donc été décidé qu'à chaque fois qu'un médecin prescrira à son patient hospitalisé un de ces antibiotiques, il recevra systématiquement l'appel du département de pharmacie pour discuter de la question. L'idée c'est de s'assurer, dans toute la mesure du possible, qu'un médicament de rem-

placement, une alternative, puisse être utilisé», a signalé Dr Roy, en référence à un comité avisé.

«Parfois, a-t-il rajouté, il est possible que malgré le risque (avec le C. difficile), aucun autre médicament ne soit possible pour traiter un type particulier de pathologie. Mais au moins, au préalable, il y aura eu discussions, échanges et des vérifications très serrées et très pointues.»

Et jusqu'à quel point un tel contrôle ne risque pas d'offusquer les médecins qui jouissent d'une grande autonomie professionnelle? «L'autonomie thérapeutique des médecins fait même partie de leur code de déontologie. Mais depuis que l'information circule auprès d'eux (sur le contrôle des antibiotiques), on a senti aucune opposition. Au contraire, tant les médecins que tous les autres professionnels de la santé au CHUS veulent faire cause commune dans la lutte aux

infections nosocomiales», a exprimé le DSP.

D'ailleurs, a rappelé Dr Roy, l'ensemble de mesures a porté fruit avec une réduction considérable du nombre d'infections au C. difficile, avec moins de quatre cas confirmés ces derniers temps. C'est bien différent de la période critique, de janvier à juin 2004, alors que 187 patients ont été contaminés (15,6 cas par 1000 admissions) et que cela a causé 21 décès.

Cependant, la mise en place de ces mesures a occasionné des dépenses importantes, qui représentent 1,3 million \$. «Mais on a amorcé des discussions avec l'Agence (de santé et services sociaux de l'Estrie) afin de récupérer une partie, sinon la totalité des dépenses engendrées», a également convenu Dr Maurice Roy.

## CAS DE C. DIFFICILE AU CHUS

Période de janvier à juin 2004

- 187 cas de C. difficile
- 53 décès
- 21 décès attribuables au C. difficile



## L'actualité Bulletin des écoles secondaires

Palmarès des écoles secondaires de l'Estrie  
Édition 2004

École	Ville	Secteur	Rang provincial	
			2002-2003	1999-2003
1 Collège du Sacré-Cœur	Sherbrooke	privé	34/457	40/426
2 Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke	Sherbrooke	privé	39/457	36/426
3 Séminaire de Sherbrooke	Sherbrooke	privé	39/457	55/426
4 Collège Notre-Dame des Servites	Ayer's Cliff	privé	39/457	86/426
5 Séminaire Salésien	Sherbrooke	privé	45/457	62/426
6 École secondaire de Bromptonville	Bromptonville	privé	108/457	93/426
7 Collège Rivier	Coaticook	privé	113/457	110/426
8 École Secondaire du Tournesol	Windsor	public	140/457	143/426
9 École La Frontalière	Coaticook	public	162/457	174/426
10 École Mitchell-Montcalm	Sherbrooke	public	162/457	212/426
11 Polyvalent Montignac	Lac-Mégantic	public	171/457	174/426
12 Collège François-Delaplace	Waterville	privé	206/457	126/426
13 Collège du Mont-Ste-Anne	Rock Forest	privé	206/457	266/426
14 École du Triolet	Sherbrooke	public	224/457	212/426
15 École du Phare	Ascot	public	251/457	306/426
16 École secondaire de la Ruche	Magog	public	277/457	153/426
17 École secondaire de l'Escale	Asbestos	public	311/457	199/426
18 Polyvalent Louis-Saint-Laurent	East Angus	public	311/457	212/426
19 Alexander-Galt Regional High School	Lennoxville	public	369/457	368/426
20 École de la Montée	Sherbrooke	public	413/457	352/426
21 Richmond Regional High School	Richmond	public	424/457	306/426
22 École le Goëland	Sherbrooke	public	451/457	407/426

# Le jury au procès Bernier doit choisir entre quatre issues possibles



**René-Charles Quirion**

rene-charles.quirion@tribune.qc.ca  
MONTREAL

Le jury au procès du présumé meurtrier de Julie Boisvenu aura à déterminer si Hugo Bernier est coupable de meurtre prémédité, de meurtre au deuxième degré, d'homicide involontaire coupable ou s'il l'acquitte en adhérant à la thèse de l'accident proposée par la défense.

Les neuf femmes et trois hommes qui composent le jury ont été séquestrés, hier après-midi, et devront s'entendre de façon unanime et hors de tout doute raisonnable en se basant sur la preuve qui leur a été présentée lors du procès.

La juge Lise Côté de la Cour supérieure a expliqué au jury, lors de ses directives en droit au palais de justice de Montréal, que la Couronne devait avoir prouvé cinq éléments essentiels pour que Hugo Bernier soit reconnu coupable de meurtre au premier degré de Julie Boisvenu.

Que la jeune femme de 27 ans soit morte et que ce soit Hugo Bernier qui ait causé son décès vont de soi étant donné que Bernier a avoué l'avoir tuée lors de son témoignage. Les jurés devront ensuite déterminer si c'est un acte illégal de l'accusé qui a causé la mort de Julie Boisvenu, ce qui correspond au seuil minimal pour l'homicide involontaire coupable.

«Si vous croyez que c'est un accident et que Hugo Bernier a glissé sur sa victime ou que vous n'êtes pas convaincus que c'est un acte illégal qui a causé la mort, vous devez l'acquitter», a expliqué la juge Côté. Pour ce faire, cette dernière a invité les jurés à analyser la crédibilité des témoignages de l'expert André Lauzon en relation avec la stran-

gulation, les déclarations de Reynald Lemieux et du codétenu de Bernier par rapport aux aveux obtenus ainsi que des circonstances de la soirée du 23 juin 2002.

Pour le meurtre au deuxième degré, le jury devra déterminer si Hugo Bernier «avait l'intention de lui causer des lésions corporelles qu'elle sait être de nature à causer sa mort, et qu'il lui est indifférent que la mort s'ensuive ou non».

«À cette étape, vous devrez tenir compte de l'intoxication de l'accusé qui a témoigné avoir consommé 18 bières et un café cognac lors de cette soirée. Était-il intoxiqué au point de ne pouvoir évaluer les conséquences de ses actes?», a soumis la juge Côté.

Si le jury considère que Hugo Bernier, qui a raconté les événements du 23 juin 2002 avec beaucoup de détails, était conscient de ses actes, ils devront passer au cinquième élément essentiel du meurtre au premier degré.

À cette étape, le jury devra déterminer si le meurtre a été commis dans la même séquence d'événements qu'un crime de domination soit l'agression sexuelle, l'enlèvement ou la séquestration. Si tel est le cas, le jury devra condamner Hugo Bernier pour meurtre au premier degré.

«Vous devez être convaincus de chacun des éléments hors de tout doute raisonnable en vous basant sur la preuve

présentée. C'est vous qui décidez de la crédibilité de chaque témoin entendu» a rappelé à maintes reprises la juge Côté.

## Une porte dangereuse

Cette ouverture aux verdicts d'homicide involontaire coupable et de meurtre au deuxième degré de la part de la juge Côté a surpris Pierre-Hugues Boisvenu, le père de la victime. Selon lui, la juge a ouvert une porte dangereuse.

«J'ai espoir que le jury le condamne pour meurtre prémédité. Le jury devra analyser la crédibilité du témoignage de l'accusé. J'espère que le jury ne lui donnera aucune crédibilité. Ça me dépasse de la façon dont il a forgé son témoignage. Selon ses antécédents, il se cherchait une proie. Nous avons trouvé cette période très difficile à traverser», explique Pierre-Hugues Boisvenu qui entend être présent au palais de justice de Montréal pour le verdict.

La séquestration du jury a levé l'ordonnance de non-publication des jugements rendus hors de leur présence. Lors d'un interrogatoire-vidéo réalisé par les enquêteurs du Service de police de Sherbrooke, le jour de son arrestation, Hugo Bernier est passé aux aveux en ce qui a trait aux quatre chefs d'accusation auxquels il fait face. Cependant, cette preuve n'était pas admissible en droit lors du procès.

## Les écoles privées

Suite de la page A1

La Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke n'a pas voulu réagir hier à ces chiffres. Elle garde ses commentaires pour cet après-midi.

De leur côté, même si le palmarès leur est favorable, les écoles privées en Estrie préfèrent prendre leurs distances avec cet exercice «strictement statistique». Pour elles, il s'agit «d'un outil parmi tant d'autres».

«Il faut faire attention au jeu des comparaisons qui n'ont pas leur place en éducation», a indiqué André Métras, directeur général du Séminaire de Sherbrooke

et porte-parole des écoles privées.

«Notre mission déborde de la réussite strictement scolaire. Il s'agit de donner à l'élève une formation globale où l'on retrouve des valeurs comme la persévérance, le sens de l'effort, l'estime de soi et le travail d'équipe», a-t-il ajouté.

«Finalement, il faut que l'élève soit en comparaison qu'avec lui-même», a conclu M. Métras.

Le palmarès complet sera publié dans la prochaine édition de *L'Actualité*, en kiosque demain.

# Une aide précieuse pour arrêter de fumer

SHERBROOKE

De nouveau cette année, le centre d'abandon du tabagisme du CLSC de Sherbrooke organise une nouvelle série de rencontres de groupe pour aider les esclaves de la nicotine à rompre avec la cigarette.

Offerte gratuitement, la démarche proposée dans ce programme est intensive et a donné de bons résultats jusqu'ici, a indiqué Julie Drouin, porte-parole du CLSC de Sherbrooke.

## Sept semaines

Les rencontres, qui se déroulent sur une période de sept semaines, débutent lundi le 1er novembre. Il en ira ainsi de 19 à 22 heures les 8, 15, 22 et 29 novembre et les 6 et 20 décembre.

Les personnes intéressées par la démarche peuvent communiquer avec Info-Santé ou prendre rendez-vous auprès du secrétariat médical du CLSC, au 563-2572.

## Besoin de durabilité?



Fiez-vous à Garaga:

**(819) 566-6363**

«J'ai choisi Garaga pour la durabilité.» Garaga, c'est **Super Robuste**. Les portes de garage résidentielles sont munies des mêmes composantes que les portes commerciales. Une ferronnerie en acier plus épais et une construction renforcée doublent littéralement leur durée de vie.



**GARAGA EXPERTS**

Toujours bien fait!



François Ruel

Portes de garage Ruel et fils inc.

Sherbrooke

www.rueletfils.com



Licence RBQ: 8252-3686-97

## NOUVELLEMENT AGRANDIE

Boutique Mode Jules Verreault

## A GRANDI POUR VOUS

35 ANS D'EXPERIENCE

35 ANS DE SERVICE PERSONNALISÉ

LA BOUTIQUE MODE LA PLUS RENOUVELÉE EN ESTRIE!

aux Promenades King

LE MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ PRIX

Bienvenue à un autre client satisfait

2341, rue King Ouest, Sherbrooke (819) 566-6040

Modification de vêtements sur place

# Opinions



Présidente et éditrice: Louise Boisvert

Rédacteur en chef: Maurice Cloutier

Directeur de l'information: André Larocque

Adjointe au directeur: Jacynthe Nadeau

## Il faut faire mieux M. Couillard



Maurice Cloutier

maurice.cloutier@la Tribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Le ministre de la Santé, Philippe Couillard, n'est pas sorti de l'auberge dans le dossier controversé des infections causées par la bactérie Clostridium difficile.

Des drames humains apparaissent au grand jour partout au Québec. Mardi, M. Couillard a convoqué les médias pour annoncer diverses mesures et insister sur le fait que les médecins doivent prescrire moins d'antibiotiques à large spectre, qui rendent les patients plus vulnérables à la terrible bactérie. L'exercice de relations publiques avait allure d'une figure imposée et permettait principalement de répéter des choses déjà mises en place dans plusieurs hôpitaux.

### Il n'est pas facile pour le citoyen d'y voir clair

En termes clairs, nous sommes restés sur notre appétit comme plusieurs spécialistes travaillant déjà à limiter les ravages de cette bactérie. On est encore loin d'un plan étoffé et de statistiques claires. Pire, il faut maintenant trancher qui dit vrai. Le ministre demande de réduire la prescription d'antibiotiques en avançant que le Québec est l'endroit au Canada où il se prescrit le plus d'antibiotiques. Hier, l'Association des médecins microbiologistes infectiologues du Québec (AMMIQ) a répliqué par communiqué de presse que: «Contrairement à ce qui a été véhiculé, le Québec est la province où il se prescrit le moins d'antibiotiques au Canada (IMS Canada). De plus, 80 pour cent des antibiotiques sont prescrits à l'extérieur des hôpitaux. Même si une prescription rationnelle des antibiotiques est souhaitable, son impact dans l'épidémie actuelle est probablement mineur.» Tirez vos conclusions.

Par ailleurs, le ministre refuse d'admettre de sérieuses déficiences au chapitre de l'entretien dans les hôpitaux et de considérer la promiscuité entre les patients comme un facteur non négligeable.

Pendant ce temps, l'AMMIQ réclame des précisions du ministre sur les investissements à venir pour corriger la vétusté de nos établissements. Sans pouvoir régler immédiatement cette situation, il est impératif que des mesures transitoires soient identifiées, car la promiscuité et l'absence d'installations sanitaires favorisent de façon évidente la trans-

mission du Clostridium difficile, sans être les seuls facteurs responsables du problème.»

Êtes-vous un peu embarrassé M. Couillard? Chose certaine, il n'est pas facile pour le citoyen d'y voir clair. Dans une situation d'une importance capitale pour maintenir la confiance de la population à l'égard de nos établissements de santé, il est primordial pour le ministre de manifester un grand leadership.

Vous vous rappelez sûrement comment le président d'Hydro-Québec, André Caillé, et le premier ministre de l'époque, Lucien Bouchard, ont agi devant les caméras et les journalistes pour informer la population lors de la crise du verglas. Ils ont multiplié les interventions et fourni toutes les informations disponibles. Pourtant, il ne mourait pas des gens à chaque semaine comme c'est le cas présentement avec la bactérie C. difficile.

Encore aujourd'hui, nous devons malheureusement répéter les mêmes questions qui ont été publiées dans cette page vendredi dernier: «Pourquoi le ministre de la Santé Philippe Couillard est-il incapable de donner l'heure juste concernant l'ampleur de la crise du C. difficile qui a fait des centaines de morts dans les hôpitaux du Québec depuis 2003? Pourquoi réagit-il avec un grand décalage dans ce dossier et donne-t-il toujours l'impression d'apprendre de nouvelles statistiques par les médias?»

S'il ne parvient pas à mieux gérer ce dossier, la cote de popularité du ministre Couillard, qui n'a cessé de grandir depuis l'élection d'un gouvernement libéral, risque d'en souffrir grandement. Il faut faire mieux M. Couillard.

### Un scénario écrit d'avance

Après avoir cédé devant les demandes des provinces et investi davantage dans les soins de santé au pays, il était clair que le premier ministre du Canada, Paul Martin, resterait sur ses positions concernant les sommes allouées au chapitre de la péréquation. Le scénario était écrit d'avance. Surtout que les provinces les plus riches ne voulaient pas vraiment que M. Martin verse encore un peu plus d'argent aux provinces les plus pauvres. M. Martin, à ce moment-ci, devait se montrer ferme devant Jean Charest qui est sorti triomphant de la conférence sur la santé. Par contre, M. Martin ne pourra pas toujours repousser du revers de la main la question du déséquilibre fiscal et accumuler de ronflants surplus.

### Tribune libre

## Hommage aux jeunes

Ça vaut le coup d'aller voir ça et d'encourager des jeunes de chez-nous!

En effet, c'est un plus pour l'Estrie, le Québec, le Canada et qui sait pourquoi pas pour le Monde.

Et oui, des jeunes filles (22 à 28 ans) ont officiellement ouvert, au 392 rue Alexandre à Sherbrooke, un atelier de conception et de fabrication de vêtements et une superbe boutique pour la vente des dits vêtements.

Cette belle bande de jeunes se spécialise dans tout ce qui se coud...

Plus précisément, elles conçoivent et fabriquent des vêtements sur mesure pour les enfants, les femmes et les hommes, le tout sous la griffe Audace sur Mesure. Aussi, sous la griffe Pirouette Cachahuète, elles vous offrent leurs collections de vêtements pour enfants de 1 jour à 6 ans, ainsi que pour les femmes enceintes.

Souvent on entend des gens dire aux jeunes: «Grouillez-vous le ... et faites de quoi de vos 10 doigts.» Mais, quand vient le temps de les aider au niveau financier, il y a peu de personnes pour oser s'impliquer. Moi, je crois aux jeunes et en particulier aux jeunes de Pirouette Cachahuète et d'Audace sur Mesure. Je crois au fait

que l'on se prenne en main au Québec, au fait que l'on conçoive et fabrique des vêtements de qualité ici, chez-nous, et non pas dans les pays où il y a exploitation de la personne humaine. Je crois au fait qu'en encourageant nos gens de notre ville, de notre Pays, l'on créera des emplois de qualité pour nos designers, nos couturières, nos patronnistes et pour toute cette belle bande de gens qui sont nés pour créer.

À nous d'encourager et d'acheter de nos gens d'ici. Souvent lorsque l'on achète des vêtements des grandes chaînes, l'on encourage l'exploitation. Le pire dans tout ça c'est que le prix payé pour les vêtements n'est pas moindre, ce sont les intermédiaires qui s'en mettent plein les poches.

Soyons positifs, encourageons nos jeunes, comme ceux que j'ai vu au Vieux Clocher de Sherbrooke le dimanche 24 octobre. Encourageons nos jeunes de Pirouette Cachahuète et d'Audace sur Mesure, ça vaut le coup de se rendre au 392 rue Alexandre.

Bravo les jeunes, vous le méritez.

Quelqu'un qui croit en vous,

Claude Roussel

## DEUX VISIONS DE L'AMÉRIQUE



hervephilippe@videotron.ca

Droits réservés

### Tribune libre

## Le bouclier antimissile: où sont les avantages?

L'enjeu de la guerre en Irak dans la course à la présidence américaine nous fait oublier que le déploiement en cours d'un bouclier antimissile peut avoir un impact tout aussi grand. En 2000, ce projet a été remis en branle sous le nom de *Balistic Missile Defense*. Le budget du projet avait jusqu'à maintenant servi surtout pour la recherche. Depuis 2002, une partie importante du budget de la Défense est attribuée au bouclier. De plus, un budget prévisionnel de 50 milliards a déjà été voté pour la période allant jusqu'en 2009. La construction de missiles d'interception a débuté et la mise en service de la première phase comportant dix intercepteurs intercontinentaux en Alaska et en Californie est presque complétée. Kenneth Arrow, prix Nobel d'économie, estime qu'à long terme ce projet détournerait des ressources humaines et financières pour une valeur de 800 à 1000 milliards.

Nous avons l'impression de ne ressentir aucun effet concret de ce projet gigantesque dans notre vie quotidienne. Mais cessons de jouer à l'autruche car notre vie sera inévitablement changée si le Canada décide d'entrer dans la danse. Danse de la mort qui nous mènera tout droit vers un projet de société centré sur la peur et l'idéologie militariste. La base de cette idéologie est à contre-courant de ce qui est établi par les traités de contrôle de l'armement et de désarmement en vigueur présentement. Elle mise sur l'initiative et la supériorité militaire du pays plutôt que sur la base d'une sécurité établie par des règles internationales. Elle favorise la course à l'armement au détriment du désarmement et fait la promotion de la militarisation de l'espace.

### Vision partagée ou imposée

Ce qu'il y a de plus dangereux, c'est que les États-Unis tentent de convaincre le reste du monde d'endosser cette vision. Même si nos dirigeants nous disent qu'ils

envisagent de participer à ce projet, il faut savoir qu'ils ne parlent pas au nom de tous les Canadiens. À la suite d'un sondage effectué par la firme canadienne *Ipsos-Reid* en mars 2004, 69 % des Canadiens sont contre le soutien canadien au bouclier antimissile.

À ceux qui nous disent que nous n'avons pas le choix d'y participer si nous voulons avoir une influence sur les décisions prises au niveau de la défense de notre territoire, nous pouvons les retourner à leurs livres d'histoire. Depuis que le Canada collabore avec les États-Unis dans le cadre du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord (NORAD), les Américains nous ont rarement consulté avant de prendre des décisions. Un exemple très récent est évocateur. Dans le cadre de la crise qui a précédé la guerre en Irak, les États-Unis ont refusé de nous communiquer des renseignements sur la dangerosité de Saddam Hussein. Ce partage d'information est pourtant une des bases de l'entente prise par nos deux pays à travers le NORAD.

À ceux qui pensent que le bouclier représente la meilleure stratégie militaire et technique, les arguments contraires sont très nombreux. *L'American Physical Society* affirme que le projet est voué à l'échec. Les scientifiques du *Massachusetts Institute of Technology* sont aussi d'avis que le bouclier sera inefficace car il sera facile de le déjouer en utilisant des leurres autour des missiles. En fait, selon le physicien Louis Marchildon, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, il n'a vu aucune analyse sérieuse prouvant l'efficacité du bouclier. De plus, de nombreux généraux américains à la retraite font valoir qu'un bouclier antimissile ne serait d'aucune utilité contre des détournements d'avions comme ceux du 11 septembre ou des armes biologiques, des prises d'otages ou toutes autres méthodes que des terroristes seraient susceptibles d'utiliser.

Certains tenteront de nous convaincre que les industries militaires et des télécommunications canadiennes pourraient profiter des contrats découlant de notre participation. Les grandes multinationales américaines profitent déjà de la majeure partie des investissements liés au bouclier. Nous ne ferions que renforcer la construction d'un bloc économique et militaire sous la domination américaine qui accentuerait notre dépendance.

Une participation active au projet du bouclier antimissile des États-Unis serait une décision non partagée par l'ensemble de la société canadienne. Souhaitons-nous laisser la prochaine génération assumer le poids de cette décision irrévocable? Pour toutes ces raisons, nous nous opposons à la participation du Canada au bouclier antimissile. Vous pouvez manifester votre désaccord face à la participation du Canada au projet du bouclier en signant la lettre ouverte au premier ministre lancée par la Coalition canadienne contre le bouclier antimissile. Il vous suffit d'envoyer vos nom et localité par courriel à l'adresse suivante: [webmestre@echecalaguerr.org](mailto:webmestre@echecalaguerr.org), en mentionnant la version du texte à signer (française ou anglaise).

Vous pouvez aussi contribuer à empêcher le Canada de participer au bouclier en faisant circuler la pétition de l'Alliance canadienne pour la paix. Plus de cinq mille Canadiens l'ont déjà signée et au moins sept députés fédéraux l'ont présentée au Parlement. Téléchargez votre copie au [http://www.acp-cpa.ca/fr/MD\\_pétition\\_fr.pdf](http://www.acp-cpa.ca/fr/MD_pétition_fr.pdf). N'hésitez pas à faire connaître votre point de vue aux chefs politiques canadiens. L'adresse courriel pour écrire à Paul Martin est le [pm@pm.gc.ca](mailto:pm@pm.gc.ca).

**Nathalie Lavallée**  
Au nom de Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie

## Encore le scandale des commandites

La semaine dernière, devant un bulletin de nouvelles, j'ai ressenti un malaise en voyant Isabelle Roy, une ex-adjointe de M. Gagliano qui a aussi été à la direction des commandites, baisser les yeux et tripoter son crayon nerveusement à chaque question qu'on lui posait. Désolant aussi de lire que c'est à cause du problème d'alcool de son directeur du programme des commandites, si M. Gagliano a du s'ingérer dans certaines décisions concernant ces fameuses commandites. Encore plus désolant de savoir que ce M. Tremblay est mort, donc qu'il n'est plus en mesure de se défendre.

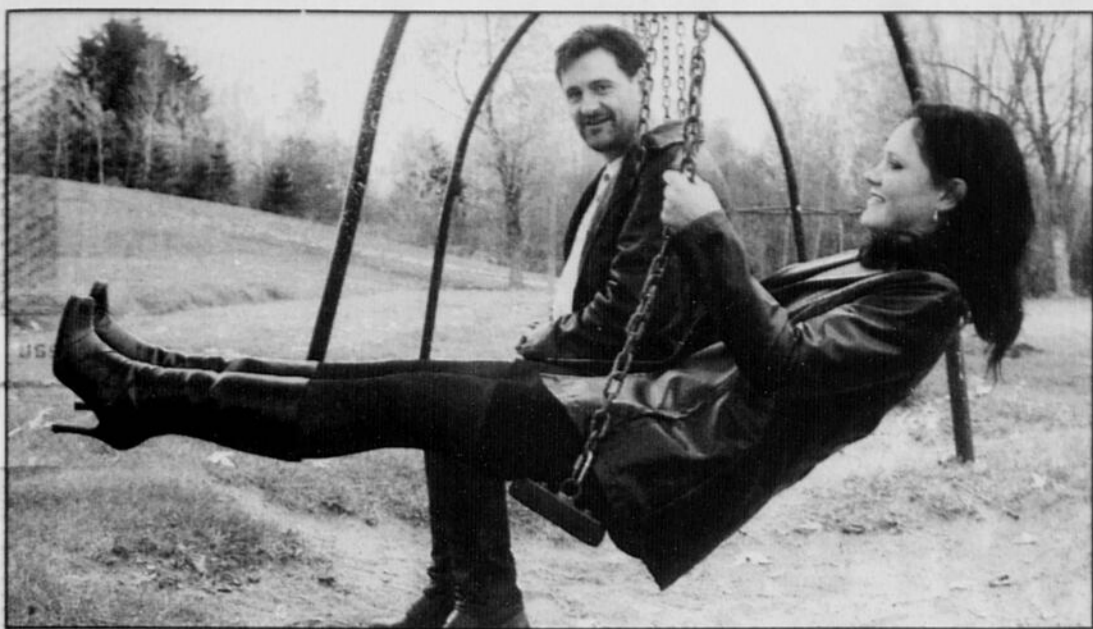
M. Gagliano, je vous trouvais immoral pour toutes ces sommes d'argent que vous avez dépensé à même les fonds publics lorsque vous étiez en poste dans une ambassade, alors que des milliers de personnes au Canada vivent sous le seuil de la pauvreté.

Maintenant, je vous trouve indigne de laisser les autres se démerder à votre place, plutôt que d'assumer vos bêtises dans le dossier des commandites. Dire que des enfants écoutent les nouvelles: il n'y a pas de quoi leur transmettre le sens des responsabilités à vous regarder!

Morale de cette histoire: si on veut distribuer des cadeaux plus ou moins honnêtes, vaut mieux jouer le rôle du Père Noël que celui des lutins.

Je le trouve bien lâche ce M. Gagliano, de même que tous ces hauts dirigeants qui ont le culot de se cacher derrière des adjoints, des directeurs ou tout autre subalterne, pour éviter de faire face aux conséquences de leurs petites magouilles.

**Mylène Ouellet**  
**Rock Forest**



Julie Bureau se trouve ici en compagnie de Jean-Paul.

Imacom, Jocelyn Riendeau

## Interruption d'un rêve

**NDLR** - Avec la mise en circulation du livre *La vraie Julie Bureau, que vous pouvez maintenant lire, nous complétons aujourd'hui la publication d'extraits. Sa longue fugue avait soulevé un vif intérêt en raison des démarches incessantes de ses parents pour la retrouver.*

**A** idée par Jean-Paul en la belle saison 2003, Nancy deviendra «constructeur» de chalet à la limite de la terre à bois près de la rivière, une rivière que l'on drague non pas pour y chercher des corps mais de l'or. Des prospecteurs modernes en effet y ont installé de l'équipement pas très lourd pour y brasser le gravier. On sait déjà que la première ruée vers l'or au Canada fut dans la Beauce dans les années 1830 et que les chercheurs du temps et leurs successeurs, des compagnies à équipements lourds, n'ont pas tout pris ce qui se cache du métal fascinant dans les cours d'eau et terres avoisinantes.

Mais pour gagner sa vie, c'est plus sûr de couper et vendre du bois que de compter sur d'âlatatoires découvertes au fond de l'eau bleue. Aussi, Nancy et Jean-Paul en laissent-ils le rêve à d'autres et s'appliquent-ils à réaliser le projet accessible du chalet.

On creuse. On introduit des piliers dans la terre. On coule du ciment. On construit des fondations. On érige des murs. On cloue. On assemble. On recouvre. On travaille à cette construction les jours de repos, ceux où on laisse les grands arbres dormir sans avoir à frémir au bruit de la scie mécanique. L'été passe. L'automne voit une nouvelle réalité au fond des bois. Le chalet est d'une seule pièce, mais comporte un attique. Un lit là-haut, un divan-lit en bas formeront le mobilier, plus un poêle à bois pour le chauffage et un fanal à gaz pour l'éclairage. Mais pas de réfrigérateur! On apportera à manger comme pour aller en pique-nique et s'il faut faire bouillir de l'eau pour le thé ou le café, on pourra...

Été 2004, l'intérieur n'est pas terminé.

Non plus que le devant où Nancy veut ériger un mur bas en briques avec colonnes de chaque côté de l'entrée. Elle y travaille ce jour-là durant la matinée. Se sert d'une pelle d'enfant comme truelle et pose le mortier puis les dernières briques de la colonne de gauche. Elle a manqué de briques et a compensé par de petites empilades de planches de la même grosseur. Cela fait décoratif.

Jean-Paul, quant à lui, finit de poser du revêtement à l'arrière de la bâtisse. Il crie :

- T'as fini, Jo?

- Oui. Toé?

- J'achève.

On a dessein de passer une partie de l'après-midi au marché aux puces de Notre-Dame-des-Pins, qui loge dans un ancien hôtel-motel. Il y a belle lurette que Julie dort en Nancy et elle ne se doute aucunement de ce qui l'attend avant la fin de la journée.

Jean-Paul s'amène et admire le chef-d'oeuvre de Nancy qui est enfin parachevé. Ça n'a rien du travail d'un maçon de profession, mais ça semble «inspiré». Il ne pense pas qu'il puisse s'agir d'une oeuvre d'art architecturale et c'est tant mieux, car il aurait tort. Mais elle est fière de son ouvrage et y a mis tout son cœur.

- Bon, ben allons manger pis prendre une douche.

- Et c'est le retour à la maison.

Une heure et demie plus tard, on stationne la Trans-Am rouge devant la bâtisse du marché aux puces. Et on entre. Et l'on furète devant les étalages. Nancy remarque une dame qui la dévisage. Elle se déplace et la dame fait mine de rien et se met en position de la voir encore mieux de pleine face. Le jeu dure quelques minutes puis s'arrête. La femme curieuse s'évanouit dans le décor.

Deux heures plus tard, on rentre à la maison par la rive ouest de la Chaudière. Le soir, les deux jeunes vont se promener et reviennent à la maison pas loin de huit heures. Jean-Paul remarque une voiture de police fantôme arrêtée dans l'entrée de la 46e rue en bas de la maison. Il connaît bien un des policiers et lui adresse un salut de la main. Et poursuit son chemin. L'auto de police démarre et rejoint celle de Jean-Paul dans la cour de la maison après que la Trans-Am a été parquée dans le garage.

Les policiers descendent, saluent Jean-Paul.

- On pourrait te parler en privé? demande celui qui le connaît.

Nancy ne ressent aucune inquiétude. Jean-Paul est pompier et a de nombreux contacts avec la police.

Les trois hommes s'enferment dans l'auto de la police. Nancy entre dans la maison et va aux toilettes. Quatre ou cinq minutes plus tard, Jean-Paul entre dans la maison:

- Jo, viens icitte.

- Nancy sort...

Puis les quatre entrent dans la maison. Les deux patrouilleurs regardent Nancy droit dans les yeux et la jeune femme pense que son compte est bon et qu'ils sont venus pour elle. Nancy se tient debout dans le passage et Jean-Paul dans la cuisine alors que les agents restent entre les deux.

Comment tu t'appelles? dit un policier à Nancy.

Elle pointe Jean-Paul du menton et leur dit :

- Est-il au courant?

- Oui, il est au courant...

Nancy prend la parole et s'adresse à Jean-Paul :

- Jean-Paul, je m'appelle pas Nancy St-Pierre, je m'appelle Julie Bureau. J'avais pas 18 ans quand je

suais arrivée, j'avais 14 ans. Pis j'ai fait une fugue.

Jean-Paul, qui n'avait pas cru les policiers dans l'auto, tombe de haut. Il reste bouche bée et s'interroge aussitôt sur leur avenir. Puis le cœur écrasé par ce coup de masse énorme et la perspective d'une séparation imminente, il se met à pleurer.

- J'veux que tu reviennes pareil, parvient-il à dire, tandis qu'on signifie à Julie qu'elle devra accompagner les policiers.

- J'vas revenir. Si c'est pas bientôt, ça sera le 2 décembre quand je vas avoir mes 18 ans.

Les policiers (de la SQ) font preuve d'humanité et entreprennent une conversation dans le salon afin de permettre autant à Julie qu'à Jean-Paul de s'adapter un peu à la situation nouvelle et bouleversante pour eux. Ils ne veulent pas arracher Julie trop brutalement de son chez-soi. Et voient bien par la réaction de deux jeunes qu'elle n'est ni prisonnière ni séquestrée; et la tristesse qu'ils sont en mesure de lire sur les deux visages leur a fait comprendre que leur intervention obligée brise quelque chose de beau et de sain dans cette maison.

Julie leur confie qu'elle veut sans faute revenir, et ne veut pas retourner chez ses parents ni être placée en famille d'accueil. Arrive le moment de la séparation. Julie et Jean-Paul se disent une autre fois qu'ils veulent se retrouver et c'est le départ.

En route, on pose des questions à Julie. Elle répond et dit la vérité, comprenant bien qu'au-delà de l'aveu fait à la maison, tant à Jean-Paul qu'à la police, elle se devra désormais de ne plus jouer qu'une seule carte : celle de la franchise.

(Transfert à Sherbrooke et remise aux autorités compétentes. Procédures dans les jours suivants.)

.....

Julie - Le jeudi, j'ai rencontré mes parents. J'suis arrivée là il était dix heures du matin à Milan. J'suis allée voir quelqu'un à Mégantic. J'suis revenue à Sherbrooke, il était cinq heures et demie. Ça a duré à peu près 6 heures, cette rencontre-là.

André - Ça, tu me l'as conté. Dans le sous-sol... ton père... ta mère est arrivée...

Julie - Je voyais ma mère, là... ben là quand je l'ai vue, on était parqué en arrière. Là, j'ai monté les marches. Ma mère pleurait. Mon père pleurait. Là, je voyais mon père, il me parlait beaucoup, beaucoup... mais tu voyais avant, on se parlait jamais, ça fait que j'ai fait un saut on était assis dans le salon, moi, mon avocate, ma travailleuse sociale, mon père, ma mère, mon frère... On était assis dans le salon pis je voyais ma mère, elle était bizarre. Elle me regardait pas. Elle me parlait pas.

Tu voyais quand elle me parlait, c'était juste pour des niaiseries. Pareil comme si elle aurait été fâchée. J'ai dit «voyons, qu'est-ce qu'elle a?» Là, je le savais pas. J'ai dit «après 3 ans, tabarnouche». En tout cas. Fait que là, finalement, j'ai parlé avec mon père un peu tout seul. J'y ai parlé longtemps. Une heure et demie au moins. J'y ai parlé dans le sous-sol. Il ma demandé «pourquoi t'as fait ta fugue?» J'ai dit «c'est à cause de ma mère». Pis j'y ai tout conté ça. En tout cas, il dit, parce qu'il savait que j'allais faire une conférence de presse, il a dit «dis-le pas aux médias, j'aimerais ça que ça sorte pas d'icitte». J'ai dit «c'est beau». J'pensais qu'il avait changé. Ça fait que j'en ai pas parlé non plus à ma conférence de presse quand ils m'ont demandé pourquoi j'étais partie, tout ça. Là, après ça, j'ai rencontré un peu ma mère. Même pas dix minutes...

Elle m'avait écrit une lettre. Je l'ai encore. J'ai lu la lettre. Elle m'a dit «l'enquêteur, il m'a dit que t'étais partie à cause de moi». J'ai dit «c'est vrai». Tu voyais, elle était dans sa bulle. Elle comprenait pas. Après ça, j'ai rencontré un peu mon frère... 5 minutes.

Cette même journée-là, Jean-Paul... y a 2 enquêteurs qui l'ont monté au poste de police de Québec. Il a passé au détecteur de mensonges... Suite à ça, l'enquêteur a déclaré «il ne savait pas que c'était Julie Bureau pis il ne savait pas qu'elle avait 14 ans».

Julie - Je le sais. Mais eux autres, c'est ça qu'ils pensaient. Quand j'ai su qu'il y aurait pas d'accusation, rien, j'ai dit «je vas-t-il pouvoir l'appeler, là?» La travailleuse sociale, elle a dit «non, faut que je le rencontre avant». J'ai dit «c'est beau».

Ça fait que là, le vendredi, elle l'a rencontré. Après ça, quand elle est revenue, elle m'a posé toutes sortes de questions. Là, elle a dit «ben tu vas pouvoir l'appeler». Je l'ai appelé. J'avais droit à dix minutes. Le vendredi soir...

André - Ça dû être émotionnel, le vendredi soir?

Julie - Ah oui !... L'affaire aussi qui est arrivée... la travailleuse sociale, elle a appelé mon père le mercredi soir pour lui dire que je descendais le jeudi. Là mon père pleurait. Là j'ai pris le téléphone pis je l'ai appelé. Pis j'pleurais pas. Ça me faisait pas... ni chaud ni frette. Là, il pleurait. Le lendemain, il pleurait. J'ai jamais pleuré, j'ai jamais versé une larme. Le vendredi soir quand j'ai parlé à Jean-Paul, oh boy! j'étais pas capable de parler, je faisais juste pleurer. Pis là, la travailleuse sociale, elle s'est déviée, pis elle me regardait en voulant dire «comment ça qu'elle pleure pis elle pleurait pas avec ses parents?» Elle comprenait pas...

FIN

André Mathieu

Auteur du livre *La vraie Julie Bureau*

Extrait du livre *La vraie Julie Bureau* dont le lancement officiel aura lieu à la polyvalente de Lac-Mégantic le dimanche après-midi 31 octobre, suivi d'un 2e lancement, double celui-là et comprenant aussi *Aurore* (livre adapté au cinéma) par André Mathieu, le dimanche après-midi 5 décembre, à l'arena de Fleurimont.

# Thibault fait même sourire

## votre chance!

Toute la semaine  
du lundi 25 au vendredi 29 octobre  
jusqu'à 21 h tous les soirs

### ESSAYEZ LA NOUVELLE WAVE OU LA NOUVELLE G6

Nouvelle WAVE

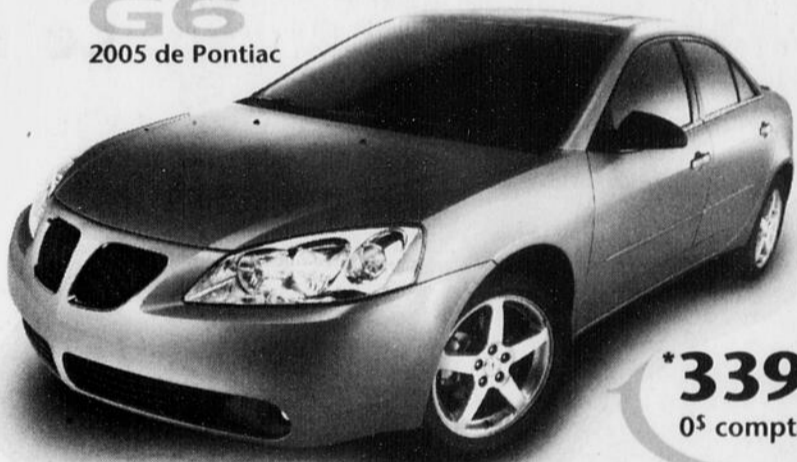
2005 de Pontiac



\*189\$/mois  
0\$ comptant

Nouvelle G6

2005 de Pontiac



\*339\$/mois  
0\$ comptant



Courez la chance de gagner  
l'un des nouveaux modèles de Pontiac!

À l'essai routier, donnez votre mot de passe\*  
pour recevoir un cédérom gratuit  
sur la Wave ou la G6.

Ce cédérom pourrait vous faire gagner!

\*Votre mot de passe est :  
**LA TRIBUNE**

La nouvelle Buick Allure est arrivée;  
profitez-en pour l'essayer aussi!

# Thibault

PONTIAC • BUICK • GMC  
SHERBROOKE • MAGOG

SHERBROOKE  
3839, rue King Ouest  
563-7878

MAGOG  
1761, rue Sherbrooke  
843-5767

\*Détails chez votre concessionnaire



# MESSAGE IMPORTANT

Le concessionnaire accrédité Beaucage GM subventionne durant les 4 derniers jours d'octobre 2004 les surplus de production en provenance de 2 usines General Motors.



DIRECTEMENT DE L'USINE DE LORDSTOWN, OHIO



DIRECTEMENT DE L'USINE DE KUNSAN, CORÉE DU SUD



CHEVROLET

CAVALIER 2005 AUTOMATIQUE



Importé par CHEVROLET

AVÉO BERLINE



Importé par CHEVROLET

OPTRA BERLINE

LE BEST SELLER NORD-AMÉRICAIN DE 140 CHEVAUX, AU PRIX DE 1993

FACTURÉ À:

10 998\$

0\$ COMPTANT DÉPÔT TRANSPORT PRÉPARATION

FACTURÉ À:

198\$ /MOIS TAXES COMPRISES

TAXES COMPRISES

FACTURÉ À:

218\$ /MOIS TAXES COMPRISES

Du mardi 26 octobre au vendredi 29 octobre 2004.

La General Motors subventionne 20 cents le litre, à chaque plein d'essence que vous ferez pour les 18 prochains mois.

Concessionnaire accrédité **BEAUCAGE GM**  
4339, boul. Bourque, Sherbrooke  
(819) 823-4343

Jusqu'au vendredi 29 octobre 2004. Prix spécial à l'achat, transport en sus ou location 48 mois, 80 000 km inclus, 12¢ le km excédentaire, taxes incluses. Bas km pour la Cavalier. Le terme de la subvention de l'essence peut varier selon la consommation et l'utilisation du modèle choisi. Sujet à approbation de crédit. Détails sur place.